

Bangladesh – Communauté européenne

Document de stratégie

pour la période 2007-2013

SOMMAIRE

1. RÉSUMÉ	5
2. ANALYSE DE LA SITUATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	6
2.1. Situation politique	6
2.2. Analyse de la situation économique	9
2.3. Analyse des évolutions sociales	11
3. APERÇU DU PROGRAMME POLITIQUE DU BANGLADESH	15
3.2. Économie et commerce	16
3.3. Politique de développement	16
4. APERÇU DE LA COOPÉRATION, DE LA COORDINATION ET DE LA COHÉRENCE ANTÉRIEURE ET ACTUELLE DE LA CE	18
4.2. Enseignements tirés	18
4.3. Coopération avec les autres donateurs	19
5. LA STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA CE (SECTEURS D'INTERVENTION)	20
5.1. Développement humain et social	21
5.2. Gouvernance et droits de l'homme	23
5.3. Renforcement de la capacité commerciale et du développement économique	25
5.4. Stratégies de soutien (secteurs non prioritaires)	27
5.5. Questions transversales	29
5.6. Risques et hypothèses	29

Abréviations

ACDI	Agence canadienne de développement international
ADR	Mécanismes alternatifs de règlement des litiges
AMF	Accord multifibres
AS	Approche sectorielle
ASACR	Association sud-asiatique de coopération régionale
ASEM	Rencontre Asie-Europe
ATLC	Assistance technique liée au commerce
BAD	Banque asiatique de développement
BCN	Banque commerciale nationalisée
BIMSTC-EC	Initiative de la baie du Bengale pour une coopération technique et économique plurisectorielle
BNP	Parti national du Bangladesh
BPSDSP	Programme de soutien au développement du secteur privé bangladais
CCI	Centre du commerce international
CDS	Coopération au développement suisse
CAC	Commission anticorruption
CE	Commission européenne
CEB	Commission électorale bangladaise
CEC	Commissaire électoral en chef
CHT	Chittagong Hill Tracts
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme
Danida	Agence danoise de développement international
DFID	Ministère britannique du développement international
DPI	Droits de propriété intellectuelle
DS	Document de stratégie
DSRP	Document stratégique de réduction de la pauvreté
ECHO	Office d'aide humanitaire de la Commission européenne
EPI	Programme d'immunisation étendu
EPNO	Enseignement primaire non officiel
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance
GAC	Groupe d'action rapide
HCNUR	Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HNPSP	Programme en faveur de la santé, de la nutrition et de la population
IED	Investissements étrangers directs
IEDDH	Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme
IFI	Institutions financières internationales
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MTEF	Cadre de dépenses de moyen terme
NORAD	Agence norvégienne de coopération au développement
OMC	Organisation mondiale du commerce
ODM	Objectifs de développement pour le millénaire
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
PEDP	Programme de développement de l'enseignement primaire
PEFA	Initiative relative aux dépenses publiques et à la responsabilité financière
PIN	Programme indicatif national
PIP	Programme indicatif pluriannuel
PMA	Pays moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises

PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PSI	Plan stratégique d'investissement
RAB	Rapid Action Battalion
SGP	Système généralisé de préférences
SIDA	Agence suédoise de développement international
TIC	Technologies de l'information et des communications
UE	Union européenne
UEP	Unité d'exécution du projet
UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
Unicef	Fonds des Nations unies pour l'enfance
ZFI	Zones franches industrielles

1. RÉSUMÉ

Les relations entre la Commission européenne et le Bangladesh remontent à 1973. L'accord de coopération commerciale CE-Bangladesh signé en 1976 a été remplacé par un accord de coopération de troisième génération en mars 2001, qui a ouvert la voie à une coopération dans un large éventail de domaines, dont le dialogue politique, et qui a approfondi les relations entre les deux parties. Le présent document de stratégie porte sur la période 2007-2013. Il a été rédigé dans le contexte des grands défis suivants qui se posent au Bangladesh:

- la poursuite des efforts visant à résoudre les problèmes structurels de pauvreté et à atteindre les objectifs de développement pour le millénaire (ODM) à l'échéance de 2015;
- les problèmes de bonne gouvernance, qui entravent l'efficacité des services publics essentiels destinés aux pauvres;
- les dégâts économiques et sociaux potentiels résultant de la fin du régime des quotas textiles de l'OMC et la nécessité de diversifier la base industrielle et d'améliorer le cadre de l'activité économique.

La stratégie de la CE s'appuie sur la propre stratégie du gouvernement bangladais face à ces défis, qui est exposée dans le document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP)¹. Dans le même temps, notre stratégie vise à établir un équilibre entre engagements en faveur du développement social et ceux en faveur du développement économique. Si nous visons à soutenir la croissance économique et à contribuer à l'intégration du pays sur le marché mondial, il est de plus en plus clair que la croissance seule ne suffit pas – c'est le message clair adressé, par exemple, par le rapport des Nations unies de 2005 sur le développement humain – et que nous devons aussi régler directement les problématiques de l'exclusion et de la pauvreté en nous poursuivant clairement la concrétisation des ODM.

Afin d'accroître l'impact de nos mesures et de promouvoir une utilisation plus efficace des moyens, la CE concentrera la portée de ses engagements en matière de développement sur trois domaines prioritaires et deux domaines non prioritaires.

Domaines prioritaires

- Développement humain et social
- Bonne gouvernance et droits de l'homme
- Développement économique et commercial

Domaines non prioritaires

- Environnement et gestion des catastrophes
- Sécurité alimentaire et nutrition

La stratégie de la CE s'inscrit dans le cadre d'un large spectre de donateurs qui alimenteront, à travers la diversité de leur savoir-faire et de leurs moyens, un mécanisme d'aide équilibré en faveur du Bangladesh. L'engagement de la CE pour la coordination des donateurs dans le pays s'est trouvé renforcé par la conférence d'harmonisation de Paris de mars 2005 et par la décision de la majorité des donateurs présents au Bangladesh de mettre au point leurs programmes en fonction du DRSP du gouvernement. La stratégie de la CE a donc été conçue

¹ *Unlocking the Potential: National Strategy for Accelerated Poverty Reduction*, novembre 2005.

et sera mise en œuvre en concertation avec les autres donateurs de premier plan et en conformité avec le plan d'action en vue d'une harmonisation avec le Bangladesh, que le gouvernement et les donateurs sont occupés à élaborer dans le cadre du DRSP. Les aspects de l'égalité des sexes, du développement rural, de la sécurité alimentaire, de l'environnement et de la bonne gouvernance continueront d'être intégrés régulièrement à tous les domaines prioritaires. Dans les secteurs focaux, la CE privilégiera clairement les programmes d'aide aux politiques sectorielles.

Au titre de l'instrument de coopération au développement (ICD), une enveloppe indicative de 403 millions d'euros a été prévue pour le Bangladesh au cours de la période 2007-2013. Ces ressources sont susceptibles d'être complétées par des projets et programmes financés dans le cadre des programmes régionaux pour l'Asie ainsi que divers programmes thématiques.

2. ANALYSE DE LA SITUATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

2.1. Situation politique

Le Bangladesh est une démocratie parlementaire qui compte 300 députés élus au suffrage direct. L'indépendance proclamée en 1971 a été rapidement suivie par quinze années de pouvoir militaire, qui ont débouché ensuite sur une transition pacifique vers la démocratie en 1991. En octobre 2001, les élections ont porté le parti national du Bangladesh (BNP) au gouvernement, qui a formé une coalition avec deux partis islamiques (Jamaat-Islam et Islami Oikya Jote) et un groupe du parti Jatya de l'ancien président Ershad. Les prochaines élections législatives sont prévues en janvier 2007.

Le processus politique se caractérise par un sentiment d'appropriation limité et est dominé par la **confrontation entre les deux principaux partis**, le BNP et l'Awami League (AL), et par l'antagonisme souvent violent entre leurs dirigeants. Interprétées d'une manière partisane par le président de l'Assemblée législative, les procédures parlementaires laissent peu de place à une participation effective de l'opposition au processus législatif. Les manifestations organisées par l'opposition et les grèves nationales (*hartals*) font partie de la culture politique depuis des années. Bien que la Constitution tienne compte des **pouvoirs locaux**, élus, le pouvoir est resté très centralisé. Toutefois, le DSRP précise à juste titre que la gouvernance locale sera une stratégie essentielle pour permettre aux pauvres de mieux bénéficier de la croissance. L'octroi de transferts non affectés aux Union Parishads (les conseils locaux qui représentent le niveau le plus élevé du pouvoir local élu) en 2005 a été un geste significatif dans le sens de la décentralisation. Cette évolution devrait déboucher sur des responsabilités accrues au niveau local.

Les tensions observées dans le système politique ont été exacerbées par une série d'attentats à la bombe au cours des trois dernières années, perpétrés notamment contre d'éminents dirigeants de l'opposition, par les attentats collectifs commis le 17 août 2005 et par une série d'attentats suicides visant des institutions de l'État. Ces incidents ont mis en exergue l'impact potentiel d'un extrémisme islamiste rampant et la nécessité de mesures visant à combattre ses causes directes et sous-jacentes. Le gouvernement a démontré son engagement en faveur de la lutte contre le terrorisme en débusquant les têtes pensantes de ces attentats terroristes au début 2006.

La bonne gouvernance et l'État de droit

L'administration de la justice est compromise par des problèmes d'efficacité, qui se manifestent par une mauvaise gestion des procès, par les lacunes des mécanismes alternatifs de règlement des litiges et par une sensibilisation inadéquate à la question de l'égalité des sexes. La réforme pénale s'est avérée fragmentaire et lente, une législation anachronique de l'époque coloniale est toujours en place, l'aide aux victimes est inadaptée et les jeunes délinquants ont peu de possibilités de réinsertion. Jusqu'à 75 % des prisonniers sont en détention préventive. La police est sous-équipée sur le plan des rémunérations, des effectifs et de la formation criminalistique.

La corruption ainsi que l'inefficacité et la complexité du régime juridique et réglementaire sont aujourd'hui considérées comme des obstacles majeurs aux investissements et à la croissance. Transparency International a répertorié à plusieurs reprises le Bangladesh au bas du classement de son indice de perception de la corruption. Les entreprises locales considèrent ce phénomène comme le second obstacle le plus important à la croissance, après les déficiences dans la fourniture d'électricité. Le manque de confiance dans les tribunaux est la principale préoccupation des investisseurs. Le rapport de 2005 de la Banque mondiale sur le développement² attribue de faibles scores au Bangladesh pour tous les principaux indicateurs de gouvernance, avec une nette détérioration concernant la «lutte de la corruption» et les «contraintes réglementaires» au cours des années 1998-2004.³

Le gouvernement bangladais, dans son souci de résoudre les problèmes essentiels de gouvernance et de pouvoir ainsi faire progresser son programme de développement, a entamé la mise sur pied de nouvelles institutions, notamment la commission anticorruption (CAC). Toutefois, depuis sa création, celle-ci a fait l'objet de conflits autour de nominations de membres du personnel, de son budget et de son règlement intérieur. Une loi instituant une commission nationale des droits de l'homme est également à l'étude au sein d'une sous-commission gouvernementale et le gouvernement s'est engagé à mettre en place un médiateur en charge des enfants. D'autres institutions, comme le Médiateur parlementaire, n'existent toujours que dans la loi. Le gouvernement bangladais doit aussi prendre des mesures pour séparer les pouvoirs judiciaire et exécutif.

La facilité avec laquelle il est possible de se procurer des armes légères et de petit calibre au Bangladesh, utilisées très souvent dans le cadre d'activités criminelles et d'autres formes de trafics illicites, contribue à entraver la bonne gouvernance, le maintien de l'ordre et de l'État de droit. Non seulement le pays est une voie de transit pour le trafic de ces armes, mais il en est également un producteur.

Les droits de l'homme

Le Bangladesh a ratifié douze **conventions des Nations unies** relatives aux droits de l'homme et quatre protocoles additionnels et est devenu membre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en mai 2006⁴. La Constitution prévoit la liberté de rassemblement, le droit d'affiliation syndicale et la liberté religieuse. Elle interdit également les discriminations (vis-à-vis des femmes, des enfants, des minorités et des personnes handicapées), la traite des

² «Governance Matters IV: New Data, New Challenges»

³ Les six indicateurs de la gouvernance analysés dans le rapport sont les suivants: la participation et la responsabilisation, l'instabilité politique et la violence, l'efficacité des pouvoirs publics, les contraintes réglementaires, l'État de droit et la lutte contre la corruption.

⁴ La liste complète de ces conventions figure à l'annexe 6.

êtres humains et le travail forcé ou obligatoire. Malgré quelques évolutions positives, la pratique législative reflète une faible mise en œuvre de ces dispositions.

La **police** est réputée pour sa violence et sa corruption, tandis que les mauvaises conditions de détention dans les prisons seraient responsables de morts de détenus. Créé en 2004, le *Rapid Action Battalion* (RAB) est accusé d'avoir tué de nombreux suspects au cours de «tirs croisés» pendant et après des arrestations. Le gouvernement a tardé à réprimer les activités de groupes de militants islamiques et à enquêter sur les attaques visant des opposants politiques, des défenseurs des droits civils et des droits de l'homme et des journalistes. La **communauté Ahmadiya** a été victime de harcèlements violents facilités par une protection policière déficiente. Les minorités tribales sont toujours menacées, notamment dans le cadre du régime foncier, depuis que le gouvernement a suspendu le traitement des litiges fonciers dans les Chittagong Hill Tracts (CHT). Les principaux volets de l'accord de paix relatif à cette région ne sont pas encore mis en œuvre et la commission en charge des questions foncières n'est pas encore en place. Les **30 000 réfugiés Rohingya du Myanmar** restés dans le sud-est du pays vivent dans des conditions épouvantables et sont victimes d'intimidations et de mauvais traitements.

Les violences et les discriminations contre les femmes demeurent de graves problèmes. Le phénomène répandu des violences conjugales englobe des meurtres motivés par des dots et des agressions à l'aide d'acide, tandis que la loi prévoyant des lieux de protection pour les femmes aggrave encore le traumatisme des victimes en les hébergeant dans des lieux inadéquats, où elles sont exposées aux mauvais traitements de la police. Les trafics de femmes et d'enfants à des fins de prostitution et de travail forcé restent un défi pour le gouvernement. Dans la liste de surveillance du gouvernement américain, le Bangladesh figurant parmi les deux principaux pays d'où émanent les considérables activités de trafic menées en Asie du Sud.

D'après l'**enquête nationale sur le travail des enfants** réalisée en 2003, près de 3,2 millions d'enfants entre 5 et 14 ans étaient au travail, certains dans des conditions dangereuses et nocives. Les lois sur le travail des enfants ne sont pratiquement pas appliquées, à l'exception du secteur de la confection. Ce problème est compliqué par les lacunes dans l'enregistrement des naissances et par les définitions différentes de l'enfance dans le droit bangladais. Néanmoins, des tendances positives se dessinent. Un effort concerté visant à promouvoir l'enregistrement des naissances est à présent déployé avec l'aide de l'Unicef⁵ et d'ONG. Par ailleurs, la proportion élevée de femmes dans la main-d'œuvre du secteur de la confection et les taux importants d'inscription des filles dans les écoles primaires contribuent à améliorer la situation des femmes.

En dépit des violences contre les journalistes, dont l'ampleur reste inquiétante, le Bangladesh dispose toujours d'une **presse** remarquablement libre et réputée pour son franc-parler. La **communauté des ONG** y est également dynamique et active. En 2004, le gouvernement a retiré un projet de loi qui leur imposait des contrôles plus stricts et qui les empêchait de prendre part à des activités politiques. Il s'est engagé à revoir l'ensemble du cadre juridique des ONG et a proposé une stratégie de collaboration avec les donateurs, mais il n'a pris à ce jour aucune mesure dans ce sens.

⁵ La CE finance le programme d'enregistrement des naissances de l'Unicef dans le cadre de l'IEDDH.

Le contexte régional et international

La **politique étrangère** du Bangladesh est axée sur la coopération régionale, sur les relations bilatérales avec ses voisins, sur la diplomatie économique et sur le multilatéralisme dans le cadre des Nations unies. Le report du 13^e sommet de l'ASACR en 2005 a déçu les grands espoirs placés dans cette organisation régionale. Les relations bilatérales entre le Bangladesh et son plus grand voisin, l'Inde, se sont détériorées, principalement en raison de problèmes liés au contrôle des frontières, parmi lesquels les migrations clandestines, les trafics, la contrebande et les allégations selon lesquelles le Bangladesh abriterait des «terroristes» et des insurgés. La gestion de l'eau constitue une autre source de préoccupation entre les deux pays. Les discussions sur le partage et la gestion des 54 cours d'eau communs viennent de reprendre après une interruption de deux ans. Le Bangladesh est très préoccupé par le projet de liaison des cours d'eau (transferts des bassins excédentaires vers les bassins déficitaires) prévu en Inde parce qu'il craint qu'il n'ait de graves conséquences sur l'environnement naturel dans de vastes contrées du nord du pays.

Malgré l'absence de statistiques fiables sur les migrations au Bangladesh, il est clair que le pays connaît des problèmes migratoires considérables, tant au niveau régional qu'international (y compris avec l'Union européenne). Le gouvernement indien affirme que jusqu'à vingt millions de Bangladais vivent illégalement sur son territoire, et les statistiques des États membres de l'UE recensent également un nombre relativement élevé de Bangladais, tant parmi les demandeurs d'asile que parmi les immigrants clandestins arrêtés par les services de police. La traite des femmes et des enfants est à cet égard un sérieux sujet de préoccupation.

2.2. Analyse de la situation économique

L'économie

Le Bangladesh figure parmi les pays les moins avancés à faible revenu. Il est le second bénéficiaire de l'aide au développement de la CE en Asie. Fort d'une population de plus de 141 millions d'habitants vivant sur une superficie comparable à celle de la Grèce, il est le pays le plus densément peuplé au monde. Globalement, son économie a connu une évolution significative de ses politiques commerciale, budgétaire, industrielle, agricole et financière depuis le début des années 1990 et elle a progressé à un taux de 5 à 6 % au cours des dix dernières années, soutenue par un secteur manufacturier orienté vers l'exportation, par l'envoi de fonds par les expatriés et par le secteur des services.

D'une part, on peut considérer que le Bangladesh passe avec succès d'une dépendance aux aides à une économie fondée sur le commerce et axée sur la sécurisation des investissements. D'autre part, ces bons résultats économiques ne sont pas suffisants pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté du pays et s'accompagnent d'inégalités croissantes. La mauvaise gestion du pays et sa forte dépendance à l'égard du secteur textile témoignent de la vulnérabilité de son économie, qui éprouvera des difficultés à **soutenir une courbe de croissance régulière**. Le Bangladesh figure à la 110^e place de la liste des 117 pays répertoriés dans le rapport 2005-2006 de la compétitivité mondiale (Forum économique mondial), soit une place de mieux que l'an dernier, mais obtient de très mauvais scores sur le plan de la corruption et des institutions publiques. En outre, la hausse rapide du taux d'inflation, qui atteint 7 % en 2006, alimentée par l'augmentation des prix pétroliers et la dépréciation du taka, constitue un problème croissant pour la stabilité macroéconomique.

En même temps, le pays doit relever de graves défis par rapport à son développement économique, à savoir de grandes déficiences dans son système de transport (en particulier au port de Chittagong), des faiblesses dans ses infrastructures, la production d'électricité, une insuffisance du respect des lois, des carences dans l'organisation et la gestion des ministères et instances en cause, des faiblesses quant aux réglementations et procédures, des versements informels et des pratiques d'extorsion qui minent la vie économique. À ces problèmes s'ajoutent les effets préjudiciables des tensions politiques préélectorales de 2006 sur la compétitivité et le climat des investissements du pays.

La structure commerciale

La politique pluriannuelle d'exportation et d'importation (2003-2006) élaborée par le ministère du commerce n'a pas subi de changements radicaux au fil des ans. Les **droits de douane** restent le principal instrument de politique commerciale et une source importante de recettes. Ces dernières années, le Bangladesh a réalisé de nets progrès dans la réduction de ces droits, le plus élevé atteignant à présent 25 %, contre 300 % il y a dix ans, et il a aussi réduit la fourchette de ces taux.

Le **commerce extérieur** dépend d'un **panier d'exportation** étroit. Plus de 80 % des recettes d'exportation proviennent du secteur de l'habillement: plus de 85 % de ses exportations totales sont destinés aux marchés américain et européen. Ces dix dernières années, les importations légales ont progressé à un rythme moindre que les exportations. Elles se composent principalement de matières premières, de biens intermédiaires et de biens d'investissement. Comme elles proviennent essentiellement d'Asie, le Bangladesh jouit d'un excédent commercial croissant vis-à-vis de l'UE. Bien qu'il dispose d'un des systèmes les plus progressistes d'Asie du Sud en matière d'IED, des **problèmes de gouvernance ont réduit l'afflux escompté de ces investissements**. La corruption frappe lourdement de nombreuses opérations commerciales. En outre, les frais de création d'une entreprise sont plus élevés que dans certains pays de la région, malgré la diminution du nombre des formalités et le raccourcissement des délais d'enregistrement. Le commerce est entravé par de **sérieux goulots d'étranglement des infrastructures** dans la fourniture d'électricité, de gaz et des services de télécommunications. La mauvaise gestion des ports intérieurs et maritimes, les procédures douanières excessives et la fragilité du système bancaire s'ajoutent aux contraintes politiques. En plus de la faible gouvernance et de l'inadéquation des infrastructures, les financements, notamment le coût des emprunts, constituent un obstacle majeur à une amélioration des performances des exportations.

L'impact du régime de libre échange postérieur à l'accord multifibres (AMF) sur les exportations de vêtements ne pourra être évalué qu'après l'adoption du présent document. Selon de premières indications, les vêtements tricotés devraient préserver, voire accroître leur part de marché grâce à une capacité adéquate de liaison en amont. Ce secteur est bien placé pour satisfaire aux règles d'origine associées au régime communautaire du SPG: en sa qualité de PMA, le Bangladesh bénéficie d'un accès exempt de droits et de quotas à la plupart des marchandises relevant du programme «Tout sauf les armes», pour autant qu'elles répondent aux exigences des règles d'origine. Le secteur des produits tissés, lui, est davantage en difficulté, car peu de produits locaux présentent la qualité nécessaire à leur exportation. Le Bangladesh n'est compétitif que pour quelques articles d'habillement, parmi lesquels les produits tricotés peuvent puiser leurs moyens de production dans l'industrie locale. L'inadéquation de l'offre de tissus pour vêtements place les exportateurs dans une position défavorable lorsqu'ils investissent le marché de l'UE au titre du SPG. La viabilité du secteur textile est également limitée par le manque de liaisons en amont dans le secteur des produits

tissés, ainsi que par l'incapacité de se conformer aux **normes fondamentales sur la main-d'œuvre, l'environnement et la responsabilité sociale des entreprises**. Il est crucial que le gouvernement et l'industrie s'attellent à ces respecter ces normes, non seulement comme un impératif pour le développement humain et les droits de l'homme, mais aussi pour veiller à ce que le Bangladesh satisfasse aux exigences des consommateurs européens. Le nouveau SPG communautaire devrait donner un nouvel élan aux exportations du secteur de l'habillement vers l'UE, sachant que la modification des règles de l'origine créera de nouveaux débouchés. S'ils ne sont pas occupés par des intérêts commerciaux concurrents, les débouchés ouverts par le cumul régional pourraient même stimuler les exportations des produits non textiles vers l'UE et contribuer à leur diversification, pour autant que le gouvernement bangladais parvienne à adapter ses procédures douanières.

Les **régimes réglementaires des normes de qualité** et de certification entravent sérieusement la compétitivité des produits bangladais à l'exportation. Le commerce intérieur et extérieur pâtit des faiblesses institutionnelles et de l'absence d'engagement en faveur de normes volontaires. Les entreprises et les organisations commerciales ont en commun un manque généralisé d'information et de préparation face aux défis que représentent les règles de l'OMC.

2.3. Analyse des évolutions sociales

Bien que le Bangladesh ait enregistré une amélioration considérable de ses indicateurs sociaux au cours des vingt dernières années, il n'a pas atteint ses objectifs en matière de santé, d'éducation et de création d'emplois et connaît des problèmes systémiques liés à l'offre de services et à la hausse du taux de chômage. Ses avancées dans les secteurs sociaux sont réparties inégalement entre les riches et les pauvres, entre les hommes et les femmes et entre la population en général et les minorités ethniques.

Pauvreté, malnutrition et insécurité alimentaire

La pauvreté touche près de 50 % de la population et 30 millions de personnes peuvent être considérées comme extrêmement pauvres. L'extrême pauvreté affecte avant tout les femmes et la malnutrition est également plus élevée chez les femmes et les filles. Le Bangladesh étant proche de l'autosuffisance, l'insécurité alimentaire ne se caractérise plus par des pénuries de l'offre et de la disponibilité, mais plutôt par des problèmes d'accès pour les pauvres.

La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont directement liées à l'accès aux **ressources naturelles**, en particuliers aux terres. Près de 65 % des pauvres des campagnes sont sans terre. Les plus démunis doivent tirer leur revenu d'autres sources, notamment des emplois rémunérés dans des services domestiques. L'emploi dans un secteur essentiellement agricole ne garantit pas pour autant la sécurité alimentaire à cause du faible niveau des salaires et du caractère saisonnier des offres d'emploi.

Le Bangladesh affiche des **taux de retard de croissance et de sous-poids infantiles** plus élevés qu'en Afrique subsaharienne (IFPRI, 2004). Son taux de malnutrition reste parmi les plus élevés du monde et touche 52 % des enfants de moins de cinq ans et plus de 50 % de la population féminine. Les filles souffrent de discriminations dès la naissance. Des pratiques inéquitables, comme une alimentation plus favorable aux garçons, engendrent des niveaux de malnutrition et de mortalité plus élevés chez les filles.

Santé

Le secteur de la santé est écrasé par le fardeau des **maladies transmissibles et des problèmes de santé reproductive**, couplé à l'incapacité du service de santé publique de répondre aux besoins des pauvres. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont élevés, la prévalence de la tuberculose est parmi les plus importantes au monde, le paludisme reste un problème majeur de santé dans 13 des 64 districts du pays et les infections respiratoires et la diarrhée constituent des causes importantes de morbidité et de mortalité. En raison de l'impact conjugué de la malnutrition et de la maladie, près de la moitié des enfants bangladais connaissent une insuffisance pondérale. La santé est aussi liée à l'**inégalité entre les hommes et les femmes**. Le gouvernement a encore beaucoup de chemin à parcourir pour offrir aux femmes et aux filles un accès égal aux soins de santé, réduire la mortalité maternelle et offrir aux filles des chances égales de passer le cap de l'enfance et de pouvoir s'inscrire à l'école primaire en bonne santé. Le taux de fécondité actuel, de 3,0 enfants par femme alimente une croissance démographique problématique. La **prévalence du sida** dans l'ensemble de la population reste faible. Par contre, les taux d'infection au VIH au sein de certains groupes à hauts risques augmentent et peuvent avoir des conséquences sur la transmission du virus à d'autres groupes vulnérables. La **pénurie de travail décent et les dangers environnementaux** sont également une cause fréquente de mauvaise santé, en particulier chez les pauvres. La distribution d'eau contaminée, la contamination des eaux souterraines à l'arsenic, les effluents toxiques, la faiblesse des infrastructures sanitaires et l'intrusion récente d'eau salée dans le sud-ouest du pays liée à hausse du niveau de la mer sont autant de facteurs qui alimentent le taux élevé de morbidité. La pollution de l'air, qu'il s'agisse de la pollution domestique due à la mauvaise ventilation des cuisines ou de la pollution urbaine imputable au faible entretien des moyens de transport et des usines, constitue une autre préoccupation environnementale. Les aléas liés au changement climatique, comme les cyclones, les inondations et les sécheresses touchent d'abord les pauvres en menaçant leur existence, leurs moyens de subsistance et leur santé.

Aujourd'hui, le **système sanitaire** n'est pas en mesure de relever ces défis et de répondre efficacement aux besoins des pauvres et des défavorisés. Non seulement les dépenses de santé publique sont très faibles, même par comparaison avec des pays dans la même situation économique, mais le modèle des dépenses est régressif puisqu'il attribue davantage de moyens aux districts riches qu'aux districts pauvres. En outre, les services de santé publique connaissent des **problèmes de gouvernance considérables**, des déséquilibres dans l'affectation de la main-d'œuvre et une série de difficultés de gestion qui entravent l'usage efficace des fonds et la capacité d'apporter une réponse adéquate aux besoins des pauvres.

Éducation

Avec près de 18 millions d'écoliers dans l'enseignement primaire et 11 millions dans l'enseignement secondaire, le système éducatif bangladais est un des plus grands parmi les pays en développement. Sa taille est comparable à celles des systèmes du Brésil et du Nigeria. Le niveau actuel des dépenses publiques est de 15 dollars par étudiant et le taux d'encadrement est d'un enseignant pour 38 écoliers dans le cycle primaire. La moindre réforme du système d'enseignement ne peut que prendre des proportions considérables.

Bien que le **taux d'inscription dans l'enseignement primaire** se soit amélioré constamment et sensiblement ces dix dernières années, partant d'un taux d'inscription net de 71 % en 1990, le Bangladesh enregistre depuis 1998 une tendance inverse légère mais inquiétante, soit une baisse de 94 % à 83 % (2001). La faible qualité de l'enseignement et la pression de facteurs

externes, comme le travail des enfants et les mariages précoces, ont pour conséquence un niveau de décrochage élevé et de faibles niveaux d'alphabétisation et d'apprentissage du calcul. Aujourd'hui, seuls 66 % des nouveaux écoliers sont susceptibles d'achever le cycle primaire, et on estime que 50 % des jeunes Bangladais ne sont pas entièrement alphabétisés⁶. Malgré cette situation, l'enseignement primaire universel fait partie des ODM réalisables et le gouvernement a d'ailleurs adopté une stratégie allant dans ce sens. La part actuelle des dépenses publiques dans l'éducation s'élève à 16 %, soit une des plus élevées de la région d'Asie du Sud. En 2003, le gouvernement s'est engagé à consentir d'importants investissements dans le système d'enseignement primaire et, avec le concours de onze partenaires, dont la CE, il a créé le second programme de développement de l'enseignement primaire (PEDP-II) dans le cadre d'une approche sectorielle.

Au **niveau secondaire**, la pauvreté constitue un facteur dissuasif important pour l'accès à l'enseignement et une scolarité complète, en raison de la hauteur des frais d'inscription et des dépenses complémentaires liées au transport, aux uniformes, aux livres et aux cours privés. Selon une estimation récente, seuls 15 % des élèves qui entrent dans l'enseignement secondaire sont susceptibles d'obtenir un diplôme de niveau intermédiaire et à peine 5 % décrocheront un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur. La formation technique et professionnelle est principalement destinée aux étudiants masculins qui ont accompli au moins une scolarité de huit ans. Cette condition empêche systématiquement des élèves, en particulier les pauvres et essentiellement les filles, d'obtenir un diplôme de niveau intermédiaire. D'après une estimation pour l'année 2000, seule 5 % de la main-d'œuvre active du Bangladesh a suivi avec succès une scolarité officielle de neuf années ou plus. Il existe divers programmes de bourses du gouvernement et des actions de soutien des donateurs, mais pas de politique cohérente d'éducation, ni de développement sous-sectoriel de l'enseignement secondaire au Bangladesh.

Emploi

Actuellement, le Bangladesh connaît un nombre record de chômeurs, estimé à 30 millions. Quelque 40 % des 66 millions personnes qui constituent la population active sont sous-employées. Seuls 3 à 4 % sont employés à temps plein. Avec l'entrée de plus d'un million de personnes sur le marché de l'emploi chaque année, le gros de la main-d'œuvre non productive est en augmentation, mais les secteurs d'emploi formels peuvent à peine absorber les nouveaux demandeurs d'emploi. Une grande majorité de la main-d'œuvre reste dans l'économie informelle, caractérisée par de faibles salaires, de mauvaises conditions de travail et l'absence de sécurité sociale. Le **taux de chômage** a augmenté de 1,9 % dans les années 1980 à près de 4 % **au cours des dix dernières années**. Ce phénomène touche particulièrement les jeunes. Le marché de l'emploi se caractérise aussi par une couverture inadéquate des programmes de protection sociale, par l'application déficiente des droits fondamentaux du travail, comme les droits relatifs au travail des enfants et les droits syndicaux et par des inégalités sexuelles persistantes en matière d'emploi et de rémunérations, malgré la part croissante des femmes dans l'emploi salarié du secteur manufacturier. Le secteur agricole est de loin le principal pourvoyeur d'emploi, puisqu'il fournit du travail à 51,7 % de la population active, suivi par le secteur des services (la santé, l'éducation, l'administration publique, le secteur bancaire et les transports), avec 34,6 %. Les 13,7 % restants de la main-d'œuvre sont employés dans divers secteurs d'activités industriels.

⁶ Source: gouvernement bangladais et Nations unies, *Millennium Development Goals: Bangladesh Progress Report*, Dacca 2005. Selon l'Unesco, *Éducation pour tous - rapport mondial de suivi 2005*, Paris, 2004, cette proportion s'élève à 88 %.

La concrétisation des ODM

D'après le rapport d'avancement sur les ODM au Bangladesh publié par le gouvernement bangladais et le PNUD en février 2005, le pays éprouve de sérieuses difficultés à atteindre quelques ODM importants, que sont l'éradication de la faim et de la pauvreté, la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle.

Les piètres perspectives du Bangladesh s'agissant de satisfaire aux ODM sont mises en exergue également dans le rapport de la BAD sur les ODM intitulé "Les progrès en Asie et au Pacifique en 2006" qui désigne le Bangladesh comme un pays "très préoccupant" puisqu'il aggrave son retard et enregistre des résultats négatifs en ce qui concerne l'indice de progrès et le dernier indice de situation. Il y est fait spécialement mention de l'aggravation des inégalités (augmentation du coefficient de Gini), d'importants taux de décrochage scolaire qui portent atteinte au taux de scolarisation, des écarts dans l'accès à l'éducation entre villes et campagnes, d'inégalités entre les sexes, en particulier dans l'enseignement tertiaire, d'une malnutrition alarmante chez les enfants, d'une aggravation de l'accès au système sanitaire dans les villes et de la situation catastrophique de l'environnement.

Toute perte d'emploi dans le secteur de l'habillement résultant d'une perte de l'accès préférentiel post AMF mettra encore davantage en péril les progrès réalisés au cours des années en termes d'égalité des sexes. Le Bangladesh ne pourra pas non plus atteindre une croissance équitable et un développement social si les services éducatifs et sanitaires ne parviennent pas à mieux répondre aux besoins des pauvres et des défavorisés. Dans le secteur de la santé, il devra faire les bons choix stratégiques et majorer substantiellement les moyens qu'il y consacre. Dans le secteur de l'éducation, les investissements doivent aller au-delà du cycle primaire afin de développer un vivier de ressources humaines adapté à une croissance économique accrue. Pour résorber le chômage et offrir des perspectives d'emploi décent pour les jeunes, le gouvernement doit prendre des mesures pour améliorer la formation professionnelle et la transition école-travail. La mobilisation de moyens extérieurs supplémentaires sera essentielle pour combler les énormes besoins de financement de ces deux secteurs.

2.4. Environnement

L'environnement figure parmi les quatre stratégies de soutien essentielles du DSRP du gouvernement bangladais. Les statistiques montrent clairement que les ressources naturelles du Bangladesh se dégradent. L'**approvisionnement en eau** est nettement inférieur aux besoins. La Banque mondiale estime la consommation actuelle du pays à 10 000 millions de litres par jour. Elle devrait augmenter pour atteindre 35 000 millions de litres, tandis que les systèmes d'irrigation devront produire 20 millions de tonnes de produits alimentaires supplémentaires d'ici 2050. La réduction des débits des cours d'eau et l'augmentation des débits de crue sont imputables à la déforestation transfrontalière et aux changements d'affectation des sols, mais aussi à des extractions accrues de l'eau du Gange par l'Inde.

Les problèmes d'approvisionnement en eau sont compliqués par la pollution industrielle, l'absence de traitement des eaux usées et la contamination des eaux souterraines par l'arsenic. Le Bangladesh éprouve déjà des difficultés à répondre à la demande intérieure lors des périodes de sécheresse: l'approvisionnement en eau devient intermittent et sa qualité baisse sensiblement. Le système de gestion actuel ne pourra pas répondre aux besoins futurs, notamment pour l'eau d'irrigation. La fragmentation des habitats des poissons, la baisse des stocks et la disparition d'espèces sont d'autres problèmes liés à l'eau. La solution durable réside dans le stockage de l'eau en surface, mais elle nécessite la réalisation

d'investissements importants et des améliorations dans la gestion des effluents, deux conditions qui requièrent une amélioration de la gouvernance et de la responsabilité des pouvoirs locaux. La politique sanitaire actuelle du gouvernement ne tient pas compte de l'étroite relation entre la santé et la qualité de l'environnement.

En raison de la désertification naissante et de la hausse du niveau de la mer, dues au réchauffement climatique, la superficie totale des terres arables diminue. La baisse des rendements réduits et l'augmentation des besoins en moyens de production montrent aussi que la qualité des sols baisse. Ces problèmes sont aggravés par l'incidence élevée de catastrophes naturelles et par l'influence croissante du **changement climatique**, qui risque d'accroître la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes et réduire la superficie des terres à cause de la montée du niveau de la mer dans les années à venir. La gestion des catastrophes implique une évolution des opérations de secours vers des mécanismes de prévention, d'adaptation et d'action, qui sont les seules réponses possibles que le Bangladesh peut apporter au changement climatique, car les mesures d'atténuation qui relèvent du protocole de Kyoto sont déjà trop limitées et trop tardives. Les problèmes écologiques créés par l'homme, tels que l'urbanisation rapide et les émissions industrielles polluantes ajoutent aux défis environnementaux que le pays doit relever. Il y a lieu de mettre en place une stratégie globale à long terme (pour plus d'informations, voir le Profil environnemental à l'annexe 9).

3. APERÇU DU PROGRAMME POLITIQUE DU BANGLADESH

3.1. Politique

Les gouvernements qui se sont succédé n'ont pris que des mesures limitées pour combattre la corruption, qui reste un obstacle majeur à la bonne gouvernance au Bangladesh. La **commission anticorruption (CAC)** créée en novembre 2004 est investie de toute une série de pouvoirs d'enquête et de prévention en vue de lutter contre le phénomène. Toutefois, ses premiers pas ont été émaillés de difficultés et de problèmes juridiques et organisationnels concernant son indépendance politique et financière. Compte tenu du nombre élevé de dossiers à examiner (près de 17 000 affaires transmises rien que par le Bureau de lutte contre la corruption), il est crucial que la CAC agisse pour asseoir sa crédibilité au plus vite. La signature et la ratification de la Convention des Nations unies contre la corruption seraient également des signaux importants de la détermination du Bangladesh à combattre ce problème.

Le gouvernement n'a pas encore mis en œuvre sa promesse électorale consistant à créer une **commission nationale des droits de l'homme (CNDH)**. Après le gel d'un projet de loi élaboré en 2001, la Cour suprême lui a demandé d'expliquer pourquoi la CNDH n'était pas encore en place. Sa création rapide dans le respect des principes de Paris relatifs à l'indépendance et au fonctionnement des instances de ce type répondrait à l'engagement pris de longue date par le gouvernement et porterait foi aux efforts visant à garantir le plein respect des droits de l'homme. De même, le **Médiateur** n'a pas encore été désigné, alors que le gouvernement a manifesté des intentions positives en vue de satisfaire aux dispositions de la Constitution et d'une loi du Parlement de 1980 en la matière.

Malgré l'injonction de par la Cour suprême en 1999 relative à la **séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif**, les retards répétés et les demandes de prorogation des gouvernements qui se sont succédé n'ont pas encore permis l'application des mesures prévues dans ce

domaine, liées notamment aux nominations dans le secteur de la justice. Les consultations menées par le gouvernement avec la société civile et les donateurs en vue de procéder à la **réforme des ONG**, en ce compris la création d'un cadre réglementaire adapté, n'ont pas abouti à une révision de la loi.

3.2. Économie et commerce

Comme il ne dispose pas encore d'un bilan clair concernant l'impact de l'expiration du régime des quotas relevant de l'accord multifibres (voir l'analyse préliminaire en page 6), le gouvernement n'a pas mis en place de stratégie précise pour anticiper les conséquences potentielles de cette expiration. Au printemps 2004, il a créé une commission nationale de coordination sous la présidence du secrétaire principal du Premier ministre afin d'examiner les défis de l'après-AMF. Parmi les recommandations de cette commission figurent la nécessité d'améliorer les infrastructures portuaires et la création d'un entrepôt de douane central afin de réduire le délai d'approvisionnement des usines. Le gouvernement n'a pas suivi ces recommandations, mais a conçu un «programme d'action pour l'après-AMF» d'un montant de 40 millions de dollars, dont plusieurs volets figurent dans le document de stratégie (chapitre sur l'assistance technique liée au commerce, ATLC) et dans les programmes d'autres donateurs.

Après la disparition de l'entreprise Spectrum, une attention accrue a été consacrée aux normes fondamentales du travail et aux aspects plus vastes de la responsabilité sociale des entreprises, qui sont essentiels à un avenir durable. Un Forum national sur le respect des normes sociales dans les secteurs du textile et de la confection a été mis en place, sous la présidence du ministère du commerce, tandis qu'une task-force fera rapport à ce forum sur des dossiers spécifiques en vue d'identifier des stratégies dans ces domaines.

Sur le plan multilatéral, les principales préoccupations du Bangladesh liées à l'aboutissement du cycle de développement de Doha portent sur la réponse à apporter aux conséquences de la réduction des préférences tarifaires dans le cadre de l'accès aux marchés non agricoles, sur l'impact éventuel des hausses des prix du coton (en cas de suppression des subventions), sur la compétitivité du secteur bangladais de l'habillement, sur les hausses des prix des denrées alimentaires dues à la libéralisation de l'agriculture, le Bangladesh étant un importateur net de nourriture, et sur la nécessité d'avancées positives dans les négociations relatives à la prestation de services dans les pays tiers (mode 4).

3.3. Politique de développement

La politique de développement du gouvernement bangladais est exposée dans le **document stratégique de réduction de la pauvreté** (DSRP) pour les exercices 2004-2005 et 2006-2007⁷. Ce document a pour point de départ la reconnaissance sans équivoque du fait que si le Bangladesh a réalisé des progrès louables ces dernières années sur la voie d'une croissance soutenue et des ODM, des inégalités sociales importantes subsistent. En effet, les statistiques montrent une persistance des discriminations sexuelles, qui se traduit par des taux élevés de mortalité maternelle et de malnutrition. Les progrès dans ce domaine dépendront donc de la capacité de combiner la croissance et une plus grande insertion sociale. Avec l'arrivée de près d'un demi-million de personnes sur le marché de l'emploi chaque année et la faible élasticité de l'emploi par rapport à la croissance, la création d'emplois nécessite en outre la plus haute attention stratégique. Le DSRP définit un plan glissant triennal de réduction de la pauvreté,

⁷ *Unlocking the Potential: National Strategy for Accelerated Poverty Reduction*, novembre 2005.

ainsi qu'un «programme stratégique à moyen terme de réduction accélérée de la pauvreté pour le Bangladesh» d'une durée de dix ans. Ce programme s'appuie sur huit domaines clés: emploi, nutrition, santé maternelle, assainissement et eau salubre, éducation de qualité (enseignements primaire, secondaire et professionnel), justice pénale, gouvernance locale et suivi des politiques. Il formule également huit pistes spécifiques (quatre pôles stratégiques et quatre stratégies de soutien) dans le cadre desquelles sera poursuivi l'objectif de réduction accélérée de la pauvreté:

- un cadre macroéconomique propice à une croissance rapide et mettant l'accent sur des équilibres macroéconomiques stables, une amélioration de l'environnement réglementaire, une hausse des investissements privés, un afflux accru d'IED, des politiques efficaces en matière de commerce et de concurrence et un processus budgétaire sensible aux pauvres et à l'égalité entre les sexes;
- la sélection de secteurs critiques pour maximiser les avantages du processus de croissance pour les pauvres, avec un accent particulier sur les secteurs rural, agricole, informel et des PME et une connectivité accrue grâce à l'électrification des régions rurales, aux routes et aux télécommunications;
- dans le cadre d'un ciblage des efforts, des mesures de protection sociale destinées aux pauvres, en particulier aux femmes, en cas de chocs prévus ou imprévus sur les revenus ou la consommation;
- le développement humain des pauvres; accroître les capacités par via des interventions dans les secteurs social, de l'éducation, de la santé, de l'assainissement, de l'eau salubre et de la nutrition;
- l'implication et l'émancipation des pauvres, en particulier des femmes, et d'autres catégories défavorisées et marginalisées comme les personnes handicapées, les minorités ethniques, les personnes vulnérables sur le plan écologique, etc.;
- la promotion de la bonne gouvernance grâce à l'amélioration de la capacité de mise en œuvre, à la promotion de la bonne gouvernance locale, à la lutte contre la corruption, au renforcement de l'accès des pauvres à la justice et à l'amélioration de la gouvernance au niveau sectoriel;
- l'amélioration de l'offre de services liés aux besoins élémentaires;
- la protection de l'environnement et de sa viabilité.

Le DSRP fait également observer que trois aspects essentiels liés au suivi détermineront la réussite de la stratégie de réduction de la pauvreté: la mise en œuvre et la constitution de coalitions, le calcul des coûts et la mobilisation des moyens pour la réalisation d'objectifs, l'étalonnage des performances et le suivi des progrès réalisés.

Le DSRP a été bien accueilli par les donateurs, qui ont largement débattu de la stratégie avec le gouvernement lors du Forum sur la mise en œuvre du DSRP qui a eu lieu du 15 au 17 novembre 2005. La communauté internationale s'est félicitée de l'accent mis sur la bonne gouvernance et a exprimé son soutien à la priorité centrale accordée aux ODM et au lien entre investissements, croissance économique, création d'emplois et réduction de la pauvreté. Dans le même temps, les donateurs ont souligné la nécessité de clarifier les coûts des efforts de lutte contre la pauvreté consentis par le gouvernement et d'un couplage avec les priorités politiques dans le cadre de budgets annuels et d'un cadre des dépenses à moyen terme (MTEF). Il faut espérer que le gouvernement qui entre en fonction en 2007 s'appuiera sur les 11 axes d'intervention majeurs proposés par le gouvernement conduit par le BNP (voir annexe D pour les détails) ou une mécanique similaire pour avancer avec rapidité et efficacité dans la mise en œuvre du DSRP.

4. APERÇU DE LA COOPÉRATION, DE LA COORDINATION ET DE LA COHÉRENCE ANTÉRIEURE ET ACTUELLE DE LA CE

4.1. Aide de la CE

L'aide de la CE au Bangladesh a débuté en 1976. Le partenariat a évolué au fil du temps et a acquis une nouvelle dimension dans le cadre de l'accord de coopération de troisième génération conclu en 2001, qui a élargi le champ de la coopération pour y inclure un dialogue sur le développement, le commerce et la gouvernance. À ce jour, le Bangladesh a obtenu près de 1,7 milliard d'euros d'aide de la CE, ce qui représente, en volume, le second engagement de la Commission en Asie. Alors que cette aide avait été axée pendant plusieurs années sur l'offre de services sanitaires et éducatifs de base, le DS 2002-2006 a élargi la portée des interventions, qui ont englobé des aspects sociaux, économiques et de gouvernance. Ce DS a été mis en œuvre en deux phases: le PIN 2003-2005 a financé essentiellement des programmes dans le secteur social, tandis que le PIN 2006 et un ensemble de mesures d'ATLC ont été axés sur l'après-AMF et sur les droits de l'homme et la gouvernance. Les interventions menées dans le cadre des PIN ont été complétées par une série de programmes thématiques/régionaux, dont l'intervention en matière de sécurité alimentaire a constitué le principal volet en termes d'impact et d'engagement financier (voir l'annexe 4 pour de plus amples informations).

4.2. Enseignements tirés

Les stratégies nationales et les programmes de sécurité alimentaire de la CE ont été soumis à deux **évaluations** externes. Ces dernières ont conclu que les interventions de la CE dans les secteurs sociaux, notamment de l'éducation et de la santé, ont apporté des contributions significatives, comme le montrent les taux d'inscription scolaire élevés et le meilleur accès aux soins de santé. De bons résultats ont été observés lorsque la CE a pu agir directement par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales, comme dans les programmes de développement rural, de sécurité alimentaire, de secours en cas de catastrophe et de réhabilitation. Cela a moins été le cas avec les programmes qui ont impliqué des réformes sectorielles générales, qui ont été plus complexes à gérer et qui ont nécessité un engagement politique important. Les évaluateurs ont émis une série de recommandations, qui ont été prises en considération lors de l'élaboration du PIN 2006 et qui figurent dans le DS 2007-2013. La principale conclusion a porté sur la nécessité pour la future stratégie de la CE d'accorder plus d'attention aux aspects de la gouvernance et des droits de l'homme, afin qu'ils exercent une influence essentielle sur le développement socio-économique et sur l'efficacité de l'octroi de l'aide. Ils ont également recommandé une hausse de l'aide de la CE à l'appui des défis liés à l'après-AMF. **L'évaluation à mi-parcours du DS** effectuée en 2004 a confirmé ces conclusions et a débouché sur le PIN 2006, qui a renforcé les mesures pour l'après-AMF et qui a introduit une série d'interventions dans les domaines de la gouvernance et des droits de l'homme. La priorité que nous accordons aux aspects de la gouvernance et du commerce sera encore renforcée dans le cadre de la prochaine stratégie, qui traitera ces deux domaines comme des priorités clés, au même titre que le développement humain et social.

Un enseignement fondamental à tirer de la stratégie 2002-2006 concerne la **faible capacité d'absorption** des institutions du gouvernement bangladais, raison pour laquelle les niveaux de décaissement ont été assez faibles. Ce problème est commun à tous les donateurs, comme le montre l'annexe 5. Il s'explique par plusieurs facteurs, parmi lesquels la faible capacité institutionnelle, des problèmes de gestion de l'aide et le manque de volonté politique en

faveur des réformes. Ce dernier point est particulièrement vrai pour le premier programme pour le secteur des soins de santé (HPSP), pour lequel la CE a été contrainte de désengager la moitié de sa contribution de 66 millions d'euros, lorsque, à l'issue des élections de 2001, le nouveau gouvernement a fait machine arrière par rapport aux réformes convenues précédemment. De même, l'appropriation limitée des programmes d'aide par le gouvernement a entravé la mise en œuvre du premier programme sous-sectoriel dans l'enseignement primaire (PEDP-I). L'enseignement à tirer pour la future stratégie suppose d'assurer la participation du gouvernement aux premiers stades de l'élaboration du programme, afin qu'il puisse se l'approprier largement. Cette appropriation est d'autant plus probable que les interventions proposées dans le DS 2007-2010 reflètent les propres plans de réforme du gouvernement bangladais exposés dans le DSRP.

Au rayon des aspects positifs, les **programmes sectoriels** ont sensiblement renforcé la **coordination entre les donateurs** et la cohérence de leurs interventions. Par ailleurs, le partenariat solide entre eux a accru l'efficacité de programmes qui, autrement, auraient été difficiles à poursuivre au niveau politique. Toutefois, les difficultés rencontrées dans les programmes sectoriels, conjuguées à une faible capacité d'absorption et aux élections législatives de 2006-2007 imposent la prudence. C'est la raison pour laquelle la mise en œuvre du DS et des PIP a été assortie d'une bonne dose de flexibilité, notamment, pour ce qui concerne la priorité de la gouvernance, en établissant un équilibre entre les programmes sectoriels et les programmes spécifiques et en assurant ainsi l'afflux continu de l'aide financière. Les **évaluations à mi-parcours** des deux PIP permettront en outre un ajustement des approches proposées, conformément aux nouvelles évolutions par secteur.

4.3. Coopération avec les autres donateurs

La nature des programmes sectoriels a entraîné un changement fondamental dans les relations avec la communauté internationale des donateurs et a fait apparaître la nécessité d'une coopération étroite et d'un alignement des approches de mise en œuvre des programmes financés par plusieurs donateurs. Compte tenu de leur rôle de coordination dans les programmes des secteurs de la santé et de l'enseignement primaire, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (BAD) sont devenues des partenaires privilégiés. D'autres partenariats étroits associent le ministère britannique du développement international (DFID) et le PNUD. Avec le DFID, la CE a travaillé étroitement à la conception et à la mise en œuvre de programmes de développement du secteur privé dans le cadre de l'après-AMF. Le PNUD a été un partenaire privilégié pour la mise en œuvre de programmes dans le domaine de la gouvernance et des droits de l'homme.

La communauté des donateurs présente au Bangladesh est dominée par les quatre principaux d'entre eux, qui sont la BAD, le DFID, le Japon et la Banque mondiale, qui ont élaboré un partenariat stratégique afin d'accroître l'efficacité de leur fonds pour le développement. Sur la base d'une évaluation commune, ces quatre donateurs ont publié en avril-mai 2006 leurs stratégies d'aide par pays, fondées sur 24 points stratégiques communs, dont certains correspondent aux priorités de développement de la CE. En matière de gouvernance, les plans de la CE visant à coordonner étroitement sa stratégie avec celles de la Banque mondiale et d'autres donateurs qui portent sur le financement de vastes programmes de réforme. Des mesures ont déjà été prises dans ce sens pour soutenir la décentralisation. Par ailleurs, la CE a pris les premières mesures destinées à entamer, avec les États membres partenaires, l'élaboration d'une feuille de route communautaire pour la coordination et l'harmonisation.

4.4 Mesures financées par d'autres donateurs

L'efficacité des réseaux d'énergie et de transport est tout aussi importante pour le développement du pays que l'aide apportée aux secteurs sociaux. C'est aussi l'une des principales conclusions de l'évaluation des besoins liés au commerce, selon laquelle le mauvais état des infrastructures d'énergie et de transport est le principal obstacle au développement économique et à l'emploi. Au fil des ans, plusieurs donateurs ont joué un rôle central en aidant le Bangladesh à développer ses secteurs de l'énergie et des transports grâce à des prêts et à une assistance technique (BAD, Japon, Banque mondiale et la GTZ allemande). La BAD a pris la direction d'un vaste projet visant à accroître l'efficacité du port de Chittagong. Avec la KfW allemande, le Japon et la Banque mondiale, elle participe à la rénovation du réseau routier, tandis que l'Allemagne a apporté son soutien au développement des énergies renouvelables et des systèmes d'efficacité énergétique. Comme la CE n'est pas en mesure de consentir des prêts, elle continuera, avec d'autres partenaires, de s'aligner sur ces interventions par le truchement de programmes complémentaires destinés à améliorer le climat d'investissement, ce qui aura pour effet indirect d'accroître les investissements privés dans les infrastructures. Le programme de soutien au commerce de la CE porte sur l'efficacité du secteur du transport maritime en soutenant la révision du cadre réglementaire de ce secteur.

5. LA STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA CE (SECTEURS D'INTERVENTION)

Conformément à l'accord de coopération de la CE avec le Bangladesh et à notre engagement en faveur d'un partenariat mondial fondé sur la concrétisation des ODM, la stratégie pour le Bangladesh vise à réduire la pauvreté grâce à une croissance économique rapide, à l'inclusion accrue des pauvres dans la société et au renforcement de la création d'emplois, dans le cadre de l'État de droit et du respect des droits de l'homme. L'aide fournie par la CE en 2007-2013 s'appuie dans une large mesure sur le **DSRP**, la propre stratégie de développement du gouvernement bangladais, et fait de la bonne gouvernance le fondement sans lequel tout développement est impossible.

Compte tenu de la nécessité de cibler nos efforts et nos fonds dans le domaine du développement, la stratégie pour 2007-2013 se concentrera sur trois domaines stratégiques (*secteurs prioritaires*) qui figurent également dans le DSRP, à savoir le secteur du **développement humain et social**, la **bonne gouvernance** et le **développement économique et commercial**. Ces priorités sont aussi pleinement en phase avec le «consensus européen» sur les priorités de développement⁸, qui font de la gouvernance, des droits de l'homme et du développement économique les principaux axes de la politique de développement de l'UE. Ces trois domaines prioritaires sont également ceux dans lesquels la CE a acquis un savoir-faire et une connaissance solides au fil du temps. La Commission est donc idéalement placée pour fournir une valeur ajoutée au moyen de ses programmes.

Ce dosage de mesures sera complété par *deux secteurs non prioritaires*, à savoir la **sécurité alimentaire**, dans le cadre de laquelle la CE contribuera aux dispositifs de protection de base destinés aux plus fragiles, et **l'environnement et la prévention des catastrophes**, via des interventions mineures destinées à améliorer la capacité de prévention des risques environnementaux.

⁸ JO 24.2.2006 (2006/C46/01)

Ces domaines d'intervention devraient être complétés par plusieurs **programmes thématiques et généraux** de la CE (notamment le programme de sécurité alimentaire, le programme pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, le programme pour les migrations et l'asile, le programme général pour l'environnement et les ressources naturelles, y compris l'énergie, le programme pour la migration et l'asile).

Le DS sera mis en œuvre en deux phases, à travers deux PIP distincts qui couvriront respectivement les périodes 2007-2010 et 2011-2013. Concernant les modalités d'exécution, la CE poursuivra activement des approches communes avec d'autres partenaires, notamment des programmes sectoriels ou assimilés. Un mécanisme d'objectifs de référence convenus d'un commun accord sera encouragé dans le cadre de programmes sectoriels et d'autres programmes plus vastes en vue de récompenser la mise en œuvre rapide des réformes convenues. Toutes les interventions sont soigneusement identifiées conformément aux engagements du DSRP du gouvernement bangladais, mais il serait prématuré de prédire l'ampleur et la profondeur des réformes que le gouvernement pourra engager au lendemain des élections de 2007. Du fait de cette incertitude, les programmes seront, dans la mesure du possible, mis en corrélation dans un souci d'efficacité. L'aide budgétaire n'est pas jugée appropriée au cours de la première phase de mise en œuvre, mais pourrait être envisagée dans le cadre du second PIP.

Secteurs prioritaires

5.1. Développement humain et social

Outre la première justification, selon laquelle un investissement dans les secteurs sociaux sera essentiel à la concrétisation des objectifs du DSRP et des ODM, la CE peut se targuer d'un bilan éprouvé dans ces secteurs grâce au HPNSP, le programme en faveur de la santé, de la nutrition et de la population, et au PEDP, le programme de développement de l'enseignement primaire. La CE maintiendra par conséquent des engagements substantiels dans les secteurs de la santé et de l'éducation, de manière à garantir la continuité et la prévisibilité de ses engagements d'aide aux réformes dans ces deux secteurs, tout en accordant l'attention voulue au rôle essentiel de la création d'emplois et au travail décent, notamment pour les jeunes, pour la réduction de la pauvreté et pour le développement social.

La CE poursuivra son engagement dans le secteur de l'éducation tout au long de la durée du DS, avec la mise en œuvre de programmes dans le cadre des PIP 2007-2010 et 2011-2013. Comme le PEDP se poursuivra jusqu'en 2010, le premier PIP sera axé sur l'enseignement secondaire (voir ci-dessous). L'objectif à long terme d'aide à un programme en faveur du secteur de l'éducation englobant l'enseignement primaire, secondaire et non officiel sera poursuivi par le PIP 2011-2013. Par contre, l'aide au secteur de la santé reprendra au cours du second PIP, dans la mesure où des fonds substantiels du DS 2002-2006 seront versés au NHPSP jusqu'en 2010.

Le secteur de l'éducation

L'éducation crée les principales conditions de la lutte contre la pauvreté, en ce sens qu'elle permet à la population d'améliorer sa situation sociale, culturelle et économique et accroît les perspectives de croissance économique. L'accès à une formation professionnelle de qualité, la meilleure transition entre l'école et le travail et l'offre de perspectives d'emplois décents constituent autant d'autres conditions d'une réduction durable de la pauvreté. L'**objectif général** du volet de l'éducation consiste à aider le Bangladesh à œuvrer à un système

d'éducation mieux intégré et orienté vers la qualité. Conjugée au dialogue sectoriel engagé avec le gouvernement et d'autres partenaires de développement, l'aide de la CE à trois sous-secteurs de l'éducation (l'enseignement primaire officiel, l'enseignement non officiel et l'enseignement secondaire) aidera le Bangladesh à mettre sur pied un système d'éducation plus cohérent et efficace qui constituera une meilleure base pour le développement des ressources humaines.

S'appuyant sur l'expérience acquise dans le programme en faveur du sous-secteur de l'enseignement primaire et sur les efforts de partenariat et d'harmonisation déployés dans le cadre du PEDP-II, l'**objectif spécifique** consiste à œuvrer à une approche de programmation et de financement commune avec d'autres partenaires de développement et, dans la mesure du possible, à aider le gouvernement bangladais à instaurer une approche sectorielle pour l'ensemble du secteur de l'éducation.

La réalisation de ces objectifs est mesurée par les indicateurs suivants:

- un accès élargi à l'enseignement primaire et secondaire, en particulier pour les enfants pauvres et défavorisés;
- des enseignants plus nombreux et mieux qualifiés;
- un meilleur taux d'accomplissement des cycles primaire et secondaire, et un meilleur taux d'alphabétisation des jeunes;
- la création d'un cadre politique général pour l'enseignement primaire et secondaire;
- une gestion efficace des services éducatifs par les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux;
- une coopération accrue et élargie en faveur de l'éducation entre les partenaires de développement.

Dans le cadre de cette stratégie, le soutien aux sous-secteurs de l'enseignement primaire et secondaire est complété par le programme Erasmus Mundus qui vise à renforcer les capacités des universités dans les pays tiers par un transfert de savoir-faire et de bonnes pratiques des partenaires universitaires de l'UE.

Le secteur de la santé

La santé est associée au huitième des objectifs de développement pour le millénaire, qui crée un cadre de synergies permettant d'améliorer le développement humain. Elle fait donc partie des priorités du DSRP. Dans son plan stratégique d'investissement (PSI) pour le programme 2003-2010 en faveur de la santé, de la nutrition et de la population, le gouvernement bangladais expose ses projets à long terme visant à améliorer l'équité dans le secteur de la santé, à faire en sorte que les services en charge de la santé, de la nutrition et de la population soient plus réactifs aux besoins des femmes, des filles, des pauvres et des minorités et à ramener le taux de fécondité au taux de reproduction. Les réformes visent à résoudre les problèmes sanitaires liés à la pauvreté et à préparer les services de santé aux nouveaux défis sanitaires, comme la progression des maladies non transmissibles, les blessures et la hausse possible de la prévalence du sida.

En soutenant le projet de réforme du gouvernement dans le secteur de la santé, la CE a pour **objectif général** d'améliorer l'état de santé de la population, en particulier des pauvres, des femmes et des enfants des régions urbaines et rurales. Cependant, il importe aussi de résoudre

les problèmes sanitaires imputables à d'autres facteurs, comme le manque de travail décent et les dangers environnementaux. La CE apportera son soutien au programme du gouvernement en faveur de la santé, de la nutrition et de la population en contribuant à un fonds commun administré par la Banque mondiale et en finançant des projets dans des secteurs dans lesquels des stratégies novatrices doivent être mises au point. À l'aide de ces deux approches, l'aide de la CE au programme en faveur du secteur de la santé vise à atteindre trois **objectifs spécifiques**:

- renforcer la capacité de gestion du secteur de la santé publique;
- diversifier le secteur de la santé en développant de nouvelles plates-formes de prestations de services financés par des pouvoirs publics ou privés;
- stimuler la demande de services de base.

La concrétisation de ces objectifs sera mesurée par les indicateurs suivants:

- la réduction de la mortalité infantile, en particulier celle des enfants de moins de 5 ans;
- l'amélioration de l'état de santé des femmes enceintes et des enfants;
- le maintien de la morbidité et de la mortalité dues à la tuberculose, au paludisme, au sida et aux maladies non transmissibles à un niveau minimal inévitable – qui reste à définir;
- les plans sectoriels actuels sont assortis d'une perspective financière sur cinq ans garantie en permanence;
- des preuves de l'amélioration de la gestion du secteur;
- l'amélioration de l'accès aux services sanitaires dans les régions dans lesquelles vivent d'importantes minorités;
- la poursuite de la réduction du taux de fécondité.

5.2. Gouvernance et droits de l'homme

L'amélioration de la gouvernance, des droits de l'homme et de la sécurité humaine est essentielle à la concrétisation des ODM, à une croissance favorable aux pauvres et, dans ce contexte, à l'efficacité de l'aide des donateurs. C'est ce qu'a reconnu le gouvernement, qui a fait de la gouvernance une priorité du **DSRP** et qui a inscrit les besoins des pauvres dans les secteurs clés suivants: une offre de services de meilleure qualité, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, la responsabilité financière et la réduction des gaspillages des fonds publics, l'accès à la justice, une aide à la réglementation, en particulier dans les secteurs informels de l'économie, la diminution de la menace d'érosion des revenus. Par-dessus ces aspects figurent des conditions élémentaires, que sont le renforcement de l'efficacité de l'État au service de la croissance et la démocratisation accrue du discours et de l'exercice du pouvoir.

L'**objectif général** de la stratégie de la CE en faveur de la gouvernance, qui repose largement sur les priorités du DSRP, consiste à contribuer à la réduction de la pauvreté, au renforcement des valeurs démocratiques et à la consolidation d'une société plus équitable. Pour ce faire, la CE mettra en place une approche large fondée sur deux **objectifs spécifiques**, à savoir l'accroissement de l'efficacité des institutions publiques et l'amélioration de la sécurité et de l'accès des pauvres à la justice. Ces deux objectifs devraient être atteints à travers plusieurs interventions déployées en étroite coordination avec d'autres donateurs.

À ce jour, la plupart des donateurs ont soutenu des programmes d'une envergure limitée dans ce domaine, au lieu de programmes plus vastes ayant un impact systémique, ce qui a engendré une dispersion des actions. L'approche du DS consiste à soutenir plus globalement les projets de réforme du gouvernement bangladais à travers des programmes de réforme intégrés. Sur la base des projets gouvernementaux mentionnés dans le DSRP, l'aide peut prévoir un remaniement en profondeur de la gestion de l'administration et du secteur publics, y compris un soutien à la réforme de la gestion des finances publiques et à une offre de services de meilleure qualité, la réforme du pouvoir judiciaire, de la police et du service pénitentiaire, la création d'institutions liées à la gouvernance (commission des droits de l'homme, Médiateur) et la poursuite du soutien au processus de décentralisation en vue de promouvoir une gouvernance locale plus efficace. La CE développera son aide à la décentralisation et à la gouvernance locale en la liant spécifiquement à la mise au point de programmes environnementaux favorables aux pauvres et à la sécurité alimentaire pour soutenir des dispositifs de protection sociale. Nous viserons à mettre en œuvre des programmes en partenariat avec d'autres donateurs sur la base des objectifs de référence convenus d'un commun accord, notamment les indicateurs relatifs aux dépenses publiques et à la responsabilité financière. Dans la mesure du possible, nous soutiendrons, sur la base d'objectifs de référence convenus d'un commun accord, des programmes sectoriels dans les domaines de la justice et de l'État de droit et/ou de la gouvernance locale et de la décentralisation.

L'aide à la réforme du pouvoir judiciaire et de la police devrait également avoir un impact positif sur la capacité du gouvernement à combattre le terrorisme, à enrayer le trafic et la circulation illégale des armes légères et de petit calibre et à satisfaire aux obligations internationales liées à la lutte contre le terrorisme (application des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et des conventions internationales concernées).

Dans le domaine de coopération ICD sur la gouvernance, la démocratie, les droits de l'homme et le soutien aux réformes institutionnelles, en particulier en ce qui concerne la coopération et les réformes des pouvoirs publics en matière de sécurité et de justice, la Commission mettra en œuvre des mesures qui respectent pleinement les directives CAD de l'OCDE, en prenant aussi en considération les conclusions du Conseil européen.

Une continuité sera garantie aux actions en faveur des **droits de l'homme**, en particulier des droits des femmes et des enfants et des droits de tous les groupes minoritaires du pays, y compris les réfugiés et les autres groupes vulnérables, notamment les handicapés. À cet égard, la CE s'efforcera d'équilibrer son programme d'ATLC en fournissant une aide à l'éradication des pires formes de travail des enfants et, plus généralement, en soutenant davantage la mise en œuvre des droits fondamentaux du travail et de la promotion d'un travail décent pour tous. Son intervention dans les Chittagong Hill Tracts (CHT) contribuera aux objectifs du secteur prioritaire, les droits de l'homme et la démocratisation par une approche globale de la région. Il s'agira de fournir les instruments pour mettre en œuvre l'accord de paix (renforcement des capacités) tout en renforçant la confiance entre les différents groupes par des mesures de prise en charge des communautés et en stimulant le développement social et économique, notamment par des programmes d'éducation et de santé.

L'**objectif spécifique des interventions liées à l'efficacité des pouvoirs publics** consiste à instaurer un secteur public fort orienté vers l'offre de services et à garantir la responsabilité du gouvernement vis-à-vis de l'opinion publique et la représentation de celle-ci par un Parlement efficace, afin de permettre une croissance économique au service du

développement du Bangladesh. La concrétisation de ces objectifs sera mesurée par les indicateurs suivants:

- l'accroissement de l'efficacité de l'offre des services de base des ministères compétents, mesurée par les indicateurs et les objectifs fixés pour l'instrument de gouvernance et par une réduction substantielle des gaspillages de fonds publics;
- l'amélioration générale de la gestion des finances publiques, mesurée sur la base du renforcement des indicateurs de l'Initiative relative aux dépenses publiques et à la responsabilité financière (PEFA);
- des pouvoirs locaux efficaces et responsables vis-à-vis de la population;
- une administration publique efficace et responsable, appliquant un système de recrutement, de promotion et de nomination fondé sur le mérite;
- un Parlement et des commissions parlementaires permanentes jouant un rôle plus concret dans le contrôle de l'action du gouvernement;
- l'amélioration de la capacité de la commission électorale à jouer pleinement son rôle dans la tenue d'élections libres et équitables à tous les niveaux;
- l'accroissement de l'efficacité des mesures de réduction de la production illicite, du trafic et de la circulation non contrôlée des armes légères et de petit calibre.

L'objectif spécifique des interventions liées aux droits de l'homme consiste à améliorer la sécurité générale de la population et son accès à la justice, en particulier pour les pauvres et les catégories vulnérables. La concrétisation de ces objectifs sera mesurée par les indicateurs suivants:

- l'amélioration de l'équité et de l'efficacité du système judiciaire, ainsi que la réduction de l'arriéré judiciaire et des ajournements des procès, la réduction significative du nombre de prisonniers en détention préventive, le prononcé de sentences plus équitables, y compris des peines alternatives à la prison, une réforme pénale se traduisant par l'instauration de conditions humaines dans les établissements pénitentiaires;
- l'amélioration de l'accès à la justice pour les pauvres, les minorités, les femmes et les catégories vulnérables en général, y compris la mise en place de mécanismes substitutifs de règlement des litiges et de tribunaux de village et l'offre d'une aide juridique;
- une police formée et motivée et des professions juridiques capables de répondre aux besoins en matière de sécurité des pauvres et des catégories vulnérables, en particulier des femmes et des enfants;
- une réduction significative de la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants;
- une réduction significative des pires formes de travail des enfants et un respect accru des droits du travail;
- un développement social accru dans les CHT parallèlement à la stabilité politique, au respect des droits des communautés autochtones, y compris de leurs droits de propriété foncière, une solution globale au problème de l'installation de nouveaux colons et des confiscations de terres.

5.3. Renforcement de la capacité commerciale et du développement économique

L'objectif général de l'engagement de la CE dans ce domaine consiste à soutenir l'intégration du Bangladesh au système commercial mondial afin d'induire une «*croissance*»

favorable aux pauvres» susceptible d'augmenter leur revenu et leurs perspectives d'emploi (cet objectif figure aussi un objectif dans le DSRP bangladais). La CE a commandé une évaluation des besoins liés au commerce au printemps 2005 afin de proposer des recommandations sur la manière d'atteindre cet objectif, notamment dans le contexte de l'impact incertain de l'élimination progressive des quotas de produits textiles sur l'économie du pays. Cette évaluation a confirmé la triple approche introduite dans le cadre du dernier DS et proposée dans ce document stratégique, à savoir:

1. rationaliser l'environnement réglementaire et lever les obstacles au commerce;
2. accroître la compétitivité des entreprises, en particulier des PME, afin de faciliter la diversification des exportations tout en garantissant la responsabilité sociale des entreprises, le travail décent et la viabilité environnementale;
3. accroître la productivité de la main-d'œuvre (principalement grâce à la formation technique et professionnelle, à l'amélioration des conditions de travail et au plein respect des droits fondamentaux du travail).

Sur la base de ces conclusions, l'**objectif spécifique** de l'intervention de la CE dans ce domaine consiste à renforcer la croissance commerciale et économique du Bangladesh grâce à une amélioration du cadre réglementaire pour le commerce et à l'accroissement de la compétitivité et à la diversification des exportations des PME, tout tenant pleinement compte de la dimension sociale de la mondialisation. La résolution des problèmes liés au commerce et aux investissements requiert toutefois une approche globale multidonateurs axée sur l'objectif ultime de la conduite d'une approche sectorielle par le gouvernement, en pleine coopération avec le secteur privé. Le gouvernement bangladais a écrit à la CE pour faire part de son engagement en faveur de quatre objectifs clés:

- rationaliser l'environnement réglementaire des entreprises;
- accroître les investissements privés dans les zones industrielles aménagées;
- faciliter un vaste renforcement des capacités de développement du secteur privé;
- promouvoir des pratiques commerciales responsables sur les plans environnemental et social.

Ces approches communes entre les donateurs devraient permettre d'améliorer le climat d'investissement, de renforcer le cadre juridique et institutionnel lié au commerce, la capacité des autorités dans le cadre de l'OMC et l'enseignement professionnel et de soutenir la diversification des exportations. Par son soutien, la CE tâchera d'apporter une réponse aux préoccupations liées à l'emploi, aux enjeux sociaux, à l'environnement et à l'égalité hommes-femmes. Dans le même temps, notre stratégie garantira des complémentarités au moyen d'interventions parallèles dans les domaines de la gouvernance et de l'éducation afin de permettre une croissance favorable aux pauvres via une intégration commerciale plus rapide.

Sur la base des programmes mis au point dans le cadre du DS 2002-2006, le programme en faveur du commerce et du secteur privé pour 2007-2013 sera mis en œuvre en deux phases. Le PIP 2007-2010 se concentrera sur le cadre politique pour le développement du commerce et du secteur privé, sur le cadre juridique et institutionnel dans les secteurs de la normalisation, de l'évaluation de la conformité, des droits de propriété intellectuelle et du développement des PME via des interventions dans des secteurs spécifiques, sur les services de développement des entreprises et sur un accès aux financements. Le PIP 2011-2013 soutiendra la promotion de la diversification des exportations dans le cadre de programmes généraux destinés à améliorer la compétitivité du secteur privé.

La concrétisation des objectifs sera mesurée par les indicateurs suivants:

- la mise en œuvre d'une politique commerciale générale par le gouvernement bangladais;
- l'amélioration du climat d'investissement;
- la diversification accrue des exportations, avec une réduction la part de l'habillement dans le total des exportations à moins de 70 %;
- l'amélioration de la compétitivité des principaux secteurs d'exportation;
- l'amélioration de la productivité du travail, des conditions de travail et des salaires réels;
- l'amélioration du cadre juridique et de l'infrastructure institutionnelle pour les secteurs d'exportation;
- un respect accru des normes sociales et environnementales par le secteur privé;
- un meilleur accès des PME aux financements et aux services en vue d'une hausse de la croissance et de la création d'emplois;
- l'accroissement de la productivité des PME grâce à la formation des travailleurs et des cadres d'une part, et à de meilleures conditions de travail et au plein respect des normes fondamentales du travail, d'autre part.

5.4. Stratégies de soutien (secteurs non prioritaires)

Environnement et gestion des catastrophes

Au Bangladesh, l'environnement et les catastrophes sont des enjeux économiques qui touchent principalement les pauvres. Le gouvernement bangladais en tient compte dans son DSRP, où l'environnement et la gestion des catastrophes figurent parmi les principales stratégies de soutien à une croissance favorable aux pauvres. Après les graves inondations de 2004, le cabinet du Premier ministre a élaboré un plan d'action en concertation avec la société civile afin d'améliorer la capacité de prévention des catastrophes. Ce plan d'action repose sur le postulat d'une hausse probable de la fréquence des conditions climatiques extrêmes en raison du réchauffement climatique. Il se peut d'ailleurs que le Bangladesh subisse déjà les premiers effets de ce phénomène. Partant de la nécessité d'améliorer les dispositifs d'alerte et de renforcer la capacité des Bangladais à prendre des mesures préventives, le plan d'action vise à transférer les technologies et les capacités de prévision météorologique mises au point dans d'autres pays, de manière à pouvoir prévoir les conditions climatiques plusieurs mois à l'avance.

La capacité de prédire avec précision les crues des cours d'eau, les crues soudaines, les cyclones et les sécheresses et la planification d'adaptations du calendrier agricole seront très utiles à la population, qui est aujourd'hui sans défense face aux perturbations imprévisibles des conditions météorologiques provoquées par le changement climatique. Malheureusement, les progrès techniques interviennent à une période où la plupart des donateurs ont délaissé le secteur de l'environnement au profit du secteur social, négligeant ainsi les ODM liés à l'environnement.

Dans le cadre de l'engagement global de l'Union européenne en faveur de l'adaptation au changement climatique, la CE soutiendra les efforts du gouvernement bangladais visant à améliorer les capacités d'alerte climatique des communautés locales en finançant les technologies appropriées. Les interventions comprendront une campagne publique de sensibilisation et de prévention, qui englobera la planification et la prévention des

catastrophes et une meilleure diffusion des alertes et de l'aide octroyée aux catégories les plus vulnérables. Cette approche cadre parfaitement avec l'approche ECHO/Dipecho, qui porte sur les services de prévention et de réaction aux catastrophes fournis par les partenaires de la société civile et des ONG au niveau communautaire. Elle intégrera une évaluation des travaux de réfection des digues côtières financés par la CE (voir les annexes 4 et 9 pour l'aide actuelle de la CE au projet bangladais de prévention des catastrophes). La nécessité d'opérer un ciblage de l'aide contraint de supprimer progressivement les actions destinées à améliorer la prévention des tremblements de terre, pour laquelle la CE soutient un vaste programme avec des fonds du DS 2002-2006.

En règle générale, la CE applique une approche **transversale** des questions environnementales. Elle veillera à ce que l'environnement, le changement climatique et la gestion des catastrophes soient dûment pris en considération tout au long de son programme, y compris dans les domaines de l'éducation, du commerce et de la gouvernance. L'**objectif général** du volet environnement consiste à veiller à ce que l'économie bangladaise, notamment la frange des catégories vulnérables, soit moins sensible à l'impact des catastrophes naturelles.

La concrétisation de cet objectif sera mesurée par les indicateurs suivants:

- la croissance constante du PIB, même en cas de catastrophe naturelle;
- la hausse significative du PIB par habitant du quartile inférieur au cours de la période du DS;
- en cas de grave catastrophe naturelle, l'impact sur le PIB par habitant devrait être moins élevé qu'antérieurement.

L'**objectif spécifique** du volet environnement consiste à soutenir les efforts du gouvernement bangladais visant à renforcer sa capacité d'améliorer la diffusion d'avis et d'alertes aux groupes vulnérables à propos des phénomènes climatiques. La concrétisation de cet objectif sera mesurée par les indicateurs suivants:

- le renforcement des systèmes d'alerte climatique précoce en place et la diffusion d'informations utiles aux groupes vulnérables;
- l'amélioration des données d'élévation numérique afin de fournir une cartographie précise des risques dans tout le pays et au niveau local;
- des systèmes de prévision météorologique qui fournissent des informations précises à moyen et court termes;
- la diffusion en temps utile d'informations aux catégories vulnérables dans un format utilisable.

Sécurité alimentaire et nutrition

La lutte contre l'insécurité alimentaire comme moyen de combattre la pauvreté est profondément ancrée dans les ODM, dans le DSRP du gouvernement bangladais et dans les objectifs de la politique de coopération de la CE. Pour un PMA comme le Bangladesh, où près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, la sécurité alimentaire revêt une importance vitale pour les pauvres.

La CE est consciente de la nécessité de cibler ses fonds, mais aussi de celle de maintenir ses engagements à long terme dans ce secteur en créant des dispositifs de protection pour les plus

pauvres. Cette approche se justifie par le taux de pauvreté et par le rôle joué par la CE dans l'aide aux programmes de sécurité alimentaire. Malgré l'autosuffisance de fait du pays pour le riz, la malnutrition continue de toucher la majorité des Bangladais pauvres, en particulier les femmes et les enfants, dont 30 millions vivent sous le seuil de pauvreté. Il serait également difficile de plaider pour le retrait progressif d'un engagement qui remonte aux premières années des relations entre la CE et le Bangladesh, sachant que la CE est un des principaux donateurs dans ce domaine. Le budget thématique concernant la sécurité alimentaire, conçu pour soutenir des interventions novatrices, complète les programmes de protection financés dans le cadre de la présente stratégie, de manière à ce que les engagements de la CE dans ce secteur puissent bénéficier d'un niveau d'aide approprié.

L'**objectif général** des interventions de la CE consiste à réduire durablement le taux de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de malnutrition au Bangladesh, principalement en soutenant la population rurale la plus démunie. Depuis la mise en place des actions d'aide alimentaire de la CE en 1973, l'approche de la Commission est passée de l'aide alimentaire à la sécurité alimentaire, qui consiste, depuis la fin des années 1990, en une aide au revenu et en un renforcement des capacités. Sur la base des recommandations de l'évaluation à mi-parcours de 2004 des programmes de sécurité alimentaire déployés au Bangladesh et de l'évaluation thématique de 2004 des interventions d'aide alimentaire et de sécurité alimentaire et des autres enseignements tirés, l'**objectif spécifique** des programmes de sécurité alimentaire consiste à éradiquer l'insécurité alimentaire au moyen de projets holistiques et intégrés et en renforçant les capacités et les compétences stratégiques des autorités décentralisées en vue d'une planification et d'une mise en œuvre participatives des interventions en la matière. Cet objectif devrait être atteint à travers des approches et des interventions novatrices principalement destinées aux très pauvres et aux femmes en situation d'insécurité alimentaire qui n'ont pas bénéficié par le passé de programmes classiques de réduction de la pauvreté. Les interventions de la CE viseront à lier les actions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition aux programmes du secteur de l'éducation, ainsi qu'à la bonne gouvernance.

Les actions menées dans le secteur de l'enseignement supérieur seront financées dans le cadre de la programmation régionale pour l'Asie.

5.5. Questions transversales

L'ensemble de la programmation de la CE devra porter sur les questions transversales liées à la gouvernance, à l'égalité hommes-femmes, aux droits de l'homme, à la démocratie, aux droits des enfants, des indigènes, à l'environnement et au changement climatique dans le cadre des trois priorités, conformément aux engagements globaux de la CE et aux engagements du gouvernement bangladais mentionnés dans son DSRP. Le soutien communautaire à la croissance comme principal moteur de développement sera guidé par la nécessité de combattre l'exclusion et de garantir le respect des droits de l'homme, y compris des normes du travail et des possibilités d'emplois décentes.

5.6. Risques et hypothèses

Risques politiques: l'ensemble de la programmation de l'aide communautaire repose sur l'hypothèse selon laquelle les élections de 2007 seront libres et équitables et selon laquelle le Bangladesh continuera de fonctionner comme un État démocratique. Les principaux risques de ce scénario résident dans le fait que le nouveau gouvernement ne maintienne pas les engagements dans le DSRP sur l'amélioration de la gouvernance et dans le fait que les

relations entre les donateurs et le gouvernement dans les secteurs clés restent tendues ou se détériorent. Un autre risque pourrait être que le caractère profondément partisan de la politique au Bangladesh persiste après les prochaines élections, au point que le Parlement ne puisse jouer effectivement son rôle et que les réformes ne soient pas légitimées par des consultations et un débat adéquats. La stratégie communautaire de réduction de ces risques consiste à veiller à ce que le programme de la CE soit suffisamment vaste et flexible pour adopter diverses approches, à se concentrer sur la demande en matière de justice et de bonne gouvernance et à veiller à ce que la CE travaille en bonne collaboration avec les autres grands donateurs afin d'aider le gouvernement bangladais à poursuivre les réformes essentielles.

Risques économiques: le Bangladesh court un sérieux risque de réduction de ses marchés d'exportation concernant certains produits du secteur de l'habillement du fait de l'intensification de la concurrence régionale consécutive à la suppression des quotas textiles de l'OMC en janvier 2005. S'il ne parvient pas à accroître sa compétitivité (y compris grâce à un meilleur accès en franchise de droits au marché de l'UE) et à pénétrer de nouveaux marchés d'exportation, il pourrait subir une grave déstabilisation macroéconomique qui aurait des conséquences négatives pour les pauvres et qui ferait planer de sérieux risques sur le secteur financier. Les pertes directes et indirectes d'emplois pourraient engendrer une instabilité politique accrue, qui pourrait à son tour aggraver le climat d'investissement et ralentir le taux de croissance de l'économie. Ces phénomènes auraient des répercussions profondes sur l'offre de services sociaux et annihileraient les progrès obtenus en matière de développement humain. Paradoxalement, les difficultés accrues du secteur de l'habillement pourraient avoir pour effet bénéfique de renforcer la sensibilisation du gouvernement à la nécessité d'améliorer le climat d'investissement et la gouvernance économique, qui constituent tous deux des freins essentiels à une croissance plus rapide.

Risques environnementaux: les risques associés à l'environnement sont de deux types: le danger de saper l'efficacité des programmes et les menaces qu'ils constituent pour l'environnement. Le premier type de risque englobe les menaces bien réelles selon lesquelles l'incapacité de résoudre les problèmes de qualité et de distribution de l'eau minera les progrès réalisés dans le secteur de la santé et, partant, les progrès d'une croissance favorable aux pauvres. L'incidence accrue de conditions climatiques extrêmes et leurs effets, parmi lesquelles les inondations et les sécheresses, mais aussi les cyclones, nécessite un travail de prévention. Les opérations de secours sont importantes, tout comme une planification précoce visant à réduire les impacts de ces aléas. Le changement climatique comporte toute une série de risques: hausse du niveau de la mer, réduction de la superficie des terres, réduction des rendements totaux, mais aussi réduction des rendements par unité de surface, avec des implications pour la sécurité alimentaire des plus pauvres, qui sont susceptibles de saper la croissance économique à long terme.

Capacité d'absorption: par le passé, la capacité d'absorption a été une cause majeure de retards dans la mise en œuvre de tous les programmes et a interrompu un nombre significatif de projets pour divers donateurs. Les mutations fréquentes des fonctionnaires bangladais au cours de cycle de vie d'un projet ont pour conséquence que de toujours nécessiter de nouveaux accords avec des fonctionnaires différents concernant la planification des programmes. La lenteur des procédures d'autorisation interne et des mécanismes de coordination limite fortement le nombre de contributions bilatérales aux projets absolument stratégiques et plaide pour l'octroi des autres aides dans le cadre de vastes approches communes entre les donateurs. Dans la mesure où tous les partenaires du développement du Bangladesh partagent cette expérience, tous ont la volonté d'unir leurs forces.

ANNEXES

ANNEX 1: BUDGET OVERVIEW

CSP 2007-2013

Priority Sector 1 – Human and Social Development	35 %	
Priority Sector 2 – Governance and Human Rights	25 %	
Priority Sector 3 - Economic and Trade development	20 %	
Non Focal Sector – Environment and disaster management	10 %	
Non Focal Sector - Food security and nutrition	10%	
Total	100%	403 meuro
MIP 2007-2010 total: 205 meuro (51meuro/p.a.)	50% of CSP budget	
MIP 2011-2013 total: 198 meuro (66 meuro/p.a.)	50% of CSP budget	

N.B. Figures could vary 5% up and downward.

ANNEX 2: EU/EC CO-OPERATION OBJECTIVES

1. The EC Treaty Objectives for External Co-operation

In accordance with Article 177 of the Treaty Establishing the European Community, the Community's development cooperation policy shall foster the sustainable economic and social development of the developing countries, the smooth and gradual integration of these countries into the global economy and the fight against poverty. The Community's policy in this area shall contribute to the general objective of developing and consolidating democracy and the rule of law, and to that of respecting human rights and fundamental freedoms.

On the basis of Article 179 of the same Treaty, a new Development Cooperation Instrument (DCI) was adopted in December 2006. Bangladesh is eligible to participate in cooperation programmes financed under the DCI [European Parliament and Council Regulation (EC) No. 1905 of 18 December 2006 establishing a financial instrument for development cooperation.

The framework Programmes for research and technological development (Part three, title XVIII art. 164b) constitute important impetus to build and consolidate partnerships between the EC and Bangladesh through the increase of research capacity, the simulation of technological innovation, the promotion of the transfer of technology, the exchange of scientists and researchers and the encouragement of partnerships between research centres in Bangladesh and the EU Member States.

2. Objectives of the EU as laid down in other applicable documents

The Treaty objectives are reflected in the 2001 Cooperation Agreement (Council Decision of 26th February 2001, 2001/332/EC between the European Community and the Government of Bangladesh), which contains the following four objectives:

- Support for the sustainable economic and social development of the country and particularly in the poorest sections of its population, with special emphasis on women.
- Strengthening two-way trade between the EU and Bangladesh and assist Bangladesh in diversifying its productive potential.
- Promotion of investment and economic, technical and cultural links.
- The pursuit of equilibrium between policies for sustainable economic growth, social development and protection and conservation of the environment.

The 2001 Communication *Europe and Asia* (Commission Communication COM(2001)469 "Europe and Asia: A Strategic Framework for enhanced partnerships") further defines the framework the following 6 objectives: (i) contribute to peace and security in the region and globally, through a broadening of our engagement with the region; (ii) further strengthen our mutual trade and investment flows with the region; (iii) promote the development of the less prosperous countries of the region, addressing the root causes of poverty; (iv) contribute to the protection of human rights and to the spreading of democracy, good governance and the rule of law; (v) build global partnerships and alliances with Asian countries, in appropriate international fora, to help address both the challenges and the opportunities offered by globalisation and to strengthen our joint efforts on global environmental and security issues; (vi) and help strengthen the awareness of Europe in Asia (and vice versa).

3. Speeding up Progress towards the Millennium Development Goals

In its 12 April 2005 Communication on Speeding up progress towards the Millennium Development Goals,⁹ the Commission takes stock of the EU's contribution to development and identifies the necessary measures to accelerate achievement of the MDGs. The Commission aims at (a) setting new intermediate targets for growth in official aid budget by 2010 for both EU and Member States, ultimately achieving the 0.7% target of gross national income (GNI) by 2015, (b) speeding up reforms to improve aid quality, (c) re-evaluating EU's influence on the conditions for development and (d) ensuring Africa's primacy as the beneficiary of these approaches with a re-renewed impetus of partnership between the two continents. The proposals on Development Financing and Policy Coherence are set out in detail in two other communications. Together these contribute to the three pillars of sustainable development (economic, social and environmental).

4. Financing for Development and Aid Effectiveness

In its 12 April 2005 Communication on Financing for Development and Aid Effectiveness,¹⁰ the Commission outlines means of achieving interim targets of increased ODA volumes by 2010 and move towards the UN target of 0.7% GNI by 2015. It suggests new aid modalities, innovative finance sources and includes proposals in addressing the remaining post-HIPC debt problem of low income countries. It suggests redefining EU commitment regarding GPG. The main challenge on co-ordination and harmonisation is the credible implementation of the EU framework and results of the High Level Forum on aid effectiveness and complementarity in aid delivery. Commitment on reforming the International Finance System must be strengthened.

5. EU Policy Coherence for Development

In its 12 April 2005 Communication on Policy Coherence for Development,¹¹ the Commission has defined coherence commitments in the overall framework of the EU sustainable development strategy and identified the following priority areas with high potential of attaining synergies with development policy objectives: trade; environment; security; agriculture and fisheries; social dimension of globalisation, employment and decent work; migration; research and innovation; information society; transport and energy. These commitments were endorsed by the Council (GAERC) on 24 May 2005. The Communication further calls on non-development policies to respect development policy objectives and on development cooperation to also contribute, where possible, to reaching the objectives of other EU policies.

6. The 'European Consensus' on EU Development Policy

In its meeting on 22 November 2005, the General Affairs and External Relations Council adopted the EU Development Policy Statement, also known as "the European Consensus"¹², endorsed by the European Parliament on 15th December, substituting the development commitments of the Joint Declaration of the Council and European Commission from

⁹ COM 2005/0132 final

¹⁰ COM 2005/0133 final

¹¹ COM2005/0134 final

¹² 'The European Consensus on Development : ' OJ 24/2/2006 (2006/C46/01).

November 2000. The “European Consensus on Development” provides, for the first time, a common vision that guides the action of the EU, both at its Member States and Community levels, in development cooperation. The Statement identifies the eradication of poverty in the context of sustainable development, including pursuit of the MDGs, as the primary and overarching objective of EU development cooperation. The Statement also emphasises that EU partnership and dialogue with third countries will promote common values of respect for human rights, fundamental freedoms, peace, democracy, good governance, gender equality, the rule of law, solidarity and justice and the EU’s commitment to effective multilateralism.

The priorities from the ‘European Consensus’ are supported by a number of subject-specific communications, including the 2001 Communication on the Programme of Action for the mainstreaming of gender equality in Community development cooperation, the 2002 Communication ‘Trade and development: assisting developing countries to benefit from trade’, the 2003 Communication on Governance and Development and the Sixth Environmental Action Plan (Com (2001) 31, the Communication on "Fighting rural Poverty" (COM 2002, 429) and the EU Guidelines to support land policy design and reform processes in developing countries (COM (2004) 686).

7. UN Summit conclusions 2005

The importance of strengthening the social dimension of globalisation and of promoting productive employment and decent work opportunities was highlighted in §47 of the **UN Summit conclusions of September 2005** regarding human and social development. UN member states committed themselves in particular to “*strongly support fair globalisation and resolve to make the goals of full and productive employment and decent work for all, including for women and young people, a central objective of our national and international policies as well as our national development strategies, including poverty reduction strategies, as part of our efforts to achieve the MDGs.*”

ANNEX 3: COUNTRY AT A GLANCE

The status of the country as to the likely achievement of the Millennium Development Goals at a glance

In October 2006, *United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific UNESCAP*, the *United Nations Development Programme UNDP* and the *Asian Development Bank ADP* have issued a report “Millennium Development Goals: Progress in Asia and the Pacific 2006”. This report is the latest update on the progress towards MDGs in Asia and the Pacific. It highlights the region's achievements and exposes issues on which much work remains to be done. The report looks in a more holistic way at overall country progress by assessing absolute MDG indicators in addition to MDG targets.

The report classifies the progress made by each country into 4 categories

- *Early achiever* — Has already met the target
- ▲ *On track* — Expected to hit the target by 2015
- *Off track – Slow* — Expected to hit the target, but after 2015
- ▼ *Off track – Regressing* — Slipping backwards, or stagnating

Goal	1	2	3	4	6	7																
	\$1/day poverty	Underweight children	Primary enrolment	Reaching grade 5	Primary completion rate	Gender primary	Gender secondary	Gender tertiary	Under-5 mortality	Infant mortality	HIV prevalence	TBC prevalence	TBC death rate	Forest cover	Protected area	CO ₂ emissions	ODP/CFC consumption	Water urban	Water rural	Sanitation urban	Sanitation rural	
Bangladesh	▼	■	▲	▼	▼	●	■	▼	▲	▲	▲	■	●	▼	●	▼	▼	▼	▼	■	▼	▲

Land area 144,000 sq km	Population 141+ million (2004 ^P)	Population density 950 (2004 ^P)
Population of main town Dhaka: 12.5 million (2000); rising to 22.7 million approx (2015)		
Annual population change (% per year)		
Year 1990: +1.95%	Year 1998-99: 1.7%	Year 2002: 1.5% Year 2004: 1.3%

Political situation

Bangladesh became a sovereign country in 1971. Except some early years after the Independence, the country was ruled under autocratic governments. Since 1991 parliamentary democracy has been established and successive democratic governments are in power. However, political violence is continuing since the independence and has increased in recent times. Deterioration in law and order situation is very much correlated with political issues.

Economic Summary

Indicator	FY02	FY03	FY04	FY05	FY06
Real GDP growth (%)	5.9	5.3	4.4	5.3	5.5
GDP US\$ billions (at current market prices)	46.0	44.5	47.6	51.9	55.4
GDP per capita (\$)			380	400	421
Inflation % CPI (point-to-point, base: 1996)	2.8	1.9	2.8	4.4	5.8
Exports US\$ millions	5752.20	6467.30	5986.09	6548.44	7602.99
Imports US\$ millions, c.i.f	8374	9335	8540	9658	10903
Fiscal deficit (% GDP)	4.5	4.1	3.7	3.4	3.4

Summary of Economic Situation

Despite various adverse situations emerging from natural calamities, increase prices of both food and fuel in the international market, poor state of governance, etc., the Bangladesh economy has maintained the growth momentum in the recent years and is enjoying moderate macroeconomic stability. However, the country needs to achieve GDP growth at 7% to be on the MDG targets in eradicating widespread poverty.

Selected Social Indicators

Indicator	Year 2001/2002			Year 1999/2000			Year 1998		
	M	F	C	M	F	C	M	F	C
Adult literacy rate over 15s %	50.3	31.4		52.3	29.9		51.1	28.6	
Primary school enrolment % (gross)	96.8	98.3		103.4 (1998)	100.1 (1998)				75.1 (1997) g
Primary school enrolment % (net)	85.7	87.5		91.6 (1998)	88.8 (1998)				
Secondary school enrolment % (gross)	44.7	49.2		43.3 (1998)	41.5 (1998)				21.6 (1997) g
Secondary school enrolment % (net)	41.9	45.9		40.3 (1998)	38.5 (1998)				
Life expectancy at birth	60.7	61.5		59.4	59.5		58.6	58.7	
Underweight children <5 (%)			48 a			48 b			56 h
<5 mortality rate (per 1,000 live births)			77			82			106
Maternal mortality rate (per 100,000 live births)			380 c			350 d			440 h
Children <2 fully immunised (%)									
Infants <1 immunised against TB (%)			95			91			91 i
Births supervised by trained personnel (%)			12 e			12 f			
Households with access improved water source (%)			97			97			74 j

a. Data refer to the most recent year available during the period specified. 1995-2002

b. Data refer to the most recent year available during the period specified. 1995-2000

c. Data refer to the most recent year available during the period specified. 1985-2002

d. Data refer to the most recent year available during the period specified. 1985-1999

e. Data refer to the most recent year available during the period specified. 1995-2002

f. Data refer to the most recent year available during the period specified or to a running average for a series of years surrounding that period. 1995-2000

g. Age group enrolment ratios adjusted. % of relevant age group.

h. Data refer to the most recent year available during the period specified. 1990-1998

i. Data refer to the most recent year available during the period specified. 1995-1998

j. HDR 2000 report states 'Population without access to safe water', 26. Assumption for this table has been made that the difference, i.e. 100-26=74, represents population with safe water. Note also the difference between terminology, population vs. household

ANNEX 4: OVERVIEW OF PAST AND ONGOING EC CO-OPERATION

Social Sectors

Health: The two main interventions prior to SWAPs were: Thana Functional Improvement Pilot Project and Contraceptive Supply Project. TFIPP (EUR 18m) was one of 66 projects in the 1992/97 IVth Population/Health Project (PHP, precursor to the full ‘programme approach’ HPSP (or Vth PHP)), aimed at stimulating demand for health/family welfare services in 55 sub-districts (out of 460) to 12.5 m. people. It delivered improved basic health/family welfare levels and increased service utilisation. 10000 staff were trained, and a MIS for core indicators developed. It failed to be relevant for the poorest, however (and lacked committed policy dialogue) as the introduction of user fees could not overcome the practice of informal fees or expand the poor’s access to health services. The CSP, also part of IVth HNP, supplied 840m condoms/EUR 24m, and aimed at demographic stabilisation by 2005. The project contributed to the relatively low rate of HIV/AIDS infection but was not replicated through a CSPII, actually approved (10.5mEUR), because of inability to reconcile EC and UNFPA procurement rules. Among smaller projects was the community-based Cox’s Bazaar Primary Health project, active in one of the poorest, isolated and conservative areas of the country which ended in 2005. EC also supported in 2001 action research at the Centre for Population and Health Research (ICDDR’B), the implementation of this project was ended in 2004.

EC joined the HPSP SWAP consortium in 1998, with a contribution of EUR 70m to a 2.9bUSD sector programme. This ended in 2003 (other donors continued funding until 2004) but because of the host country’s inability to meet the EC condition to integrate the health and family planning cadres of the Health/Family Welfare Ministry, tested under the TFIPP, EC disbursed only 50%. Under the successor HNPS, 2004 – 2010, EC will contribute EUR 108m to a 4.3b USD sector budget. In addition to government implemented sector wide programme, EC’s contribution aim to focus on the areas of particular challenges like, maternal and child health and Chittagong Hill Tracts (CHT) areas. Therefore, characterized by programme and project approach, larger proportion of EC contribution aims to spend on World Bank lead pool fund and the rest is on projects with particular challenges.

Education: Education became progressively more prominent under successive Country Strategies, initially addressed at primary level (from 1994) through Rural Development Programmes of BGD’s largest NGOs, BRAC and PROSHIKA. In 1999, initially with EUR36m, then in 2000, with EUR 23m added from GOB’s ‘Intensive District Approach to Education for All’ initiative which UNICEF was unable to utilise, EC funded BRAC’s Non-Formal Primary Education Programme (NFPE III), a shared programme of 99mUSD (including 3 other MS) ending 2004. EUR16m remained unused by project end due to euro inflation and because EC did not agree to BRAC’s request to compensate the cutback to its 34 000 school throughput from one MS’ withdrawal. The other MS and donors have continued funding NFPEIV. EUR 133 million was approved for education in the strategies until 2001, including EUR36m to stimulate recruitment of 2000 female teachers in rural non-Government secondary schools in PROMOTE (1997-2005) which will also end with EUR 12m being undisbursed. EC support to 2001 has contributed significantly to boosting total school enrolment to almost 50%; about 70% of NFPE enrolment are girls, substantially above the national average (2000) of 49%.

In 2004, EC joined the SWAP 'Primary Education Development II' programme of 1.8bUSD, 2003 - 2009, with EUR 105m share in a donor contribution of 690m USD.

Under the 2002-06 Strategy, a range of NGOs will utilise, from 2006, the NIP 2003-05 EUR 30m allocation for non-formal primary education, under competitive bidding, the new Financial regulation (2003) having prevented EC directly supporting a large NGO (such as BRAC) as foreseen in the NIP

Economy and Trade

The EC has been one of the largest donors in Bangladesh in this sector with a total allocation of € 63 million, which was justified both by the relevance of the sector for the country's growth and the importance of the trade partnership. The TRTA package was designed to prepare the private sector for the end of the textiles quota system, to further develop the export potential and to implement the country's WTO commitments. The EC involvement includes the South Asia Enterprise Development Fund, Asia Invest projects, the Pre-Cancun package, Trade Support Programme, Bangladesh Quality Support Programme and the Private Sector Development Support Programme (PSDSP) to improve economic governance in cooperation with DfID, World Bank, Japan and Canada. At a **trade policy level**, the EC developed a global approach to ensure that the multilateral trade regime work in favor of developing countries and LDC's such as Bangladesh. Under the Everything But Arms initiative the EC assured Bangladesh duty and quota-free market access for an indefinite period.

Governance and Human Rights

Under the 2003-5 NIP the EC has, in common with other donors, focused on support to aspects of political governance where there have been commitments made to reform and on support for human rights. There has also been a large commitment to security and human rights in the form of support for the UNDP Chittagong Hill Tracts (CHT) Development Facility, which seeks to underpin the CHT Peace Agreement, and a continuous role as the principle donor for UNHCR's support to the Rohingya refugees. EC support to the Election Commission has ultimately not proved possible to implement, illustrating the difficulties which beset donors in the governance area. However, the EC is funding NGO project under a call for proposals for civic awareness in preparation for the 2007 elections.

The more substantial funding for governance under the 2006 NIP has enabled us to expand our focus to take on the key institutional areas of justice/law and order and local governance, in both of which sectors we are working closely with the World Bank and other donors to formulate projects that support the GoB's PRSP commitments and align with the 2004 World Development Report Making Services Work for Poor People. We are also formulating a project to combat trafficking, which will focus on enforcement aspects, leading us to join DFID and UNDP in supporting police reform. Our human rights work will also expand with the EIDHR (see next paragraph) and we are committed to increase our funding for the Chittagong Hill Tracts.

The finalisation of the PRSP and associated developments, such as the joint Country Assistance Strategy work taken forward by DFID, Japan, WB and ADB, are now beginning to provide a context in which, under the 2007-2013 CSP we can build on the firm basis of an established programme in key institutional areas, in partnership with other main donors, to

take forward support for key reforms in the judicial and law and order sector, to support further decentralisation and to develop key programmes in support of greater government efficiency and effectiveness, combating leakage and corruption. This will also lead us into greater involvement in the core area of public financial management, where opportunities for greater donor involvement are expected following the WB's Review of Institutional Arrangements for Public Expenditure, Financial Management and Procurement indicators.

Cross cutting issues and regional programmes

The cross cutting issues for the EC include democracy, good governance, human rights, indigenous peoples' rights, gender, childrens' rights, environmental sustainability, combating HIV/AIDS and global warming. Both the NIP 2005 and 2006 have placed a growing emphasis on the critical issues of good governance, gender equality and children's issues. Projects currently in the pipeline to be implemented include empowering adolescent girls, and combating trafficking of children and adolescents. The EIDHR funding instrument has further enabled the delegation to support children's rights. Starting in 2006 the EC will be a co-funder for UNICEF's nation-wide programme of birth registration, an integral component of ensuring the protection of child' rights. With the introduction of the EIDHR micro-projects in 2005 there is now an opportunity to expand our support to organizations working on key human rights issues with a call for proposals for local NGOs to address 'fostering a culture of human rights' and 'advancing equality, tolerance, and peace'. Minority's rights have been addressed and are at the core of the Chittagong Hill Tracts UNDP project, and we have specific environment related projects funded under the regional funding instrument, Asia Pro-Eco.

Gender mainstreaming has become a key cross-cutting issue for the EC, not only as a reflection of the MDGs and international agreements that place gender equality at the heart of poverty alleviation, but also due to the inequalities that pervade Bangladesh society and keep women and girls from attaining their rights and access to education, health, participation in politics, and opportunities in employment. The Delegation has ensured gender equality is an integral component of both the education and health sector-wide programmes, and will be included in upcoming projects for justice reform, and support to local governance. Gender training has been organized for delegation staff, in particular a training workshop in the final quarter of 2005.

Since the 87/88 floods the EC has contributed more than 100 million euros in disaster related actions not including more recent ECHO actions. Prominent among these is the Coastal Embankment Rehabilitation Project funded along with the World Bank. This has provided protection to coastal communities which has led to increased economic growth, partly through increased security but also through improved land use and agricultural practices. This will need to be reviewed as part of the analysis of climate change related impacts expected over the next few years.

The EC funded evaluation recommended that EC should continue support for this type of activity, but to improve effectiveness future interventions should support and develop local government involvement and recognise the local socio-political situation by including all members of the community not just the poor and disadvantaged.

The Delegation programming is complemented by a number of regional initiatives. Bangladesh has 2 **Asia Link** projects targeting higher education, 7 **Asia Invest** and **IT & C** projects, and 6 **Asia Pro Eco** projects for the environment. Bangladesh is also part of the regional South Asia Civil Aviation project.

Our programming in Human Rights, Governance (especially local governance) and the social sectors is underpinned by a substantial portfolio of projects under the NGO co-financing budget line.

ECHO - Humanitarian Aid

ECHO's intervention has been instrumental in attenuating the adverse effects of floods in summer 2004 and in providing shelter to 400 tribal families in the Chittagong Hill Tracts, after the violent Mahalchari incidents of August 2004. Since 2001 and in order to mitigate the risk of the recurrent natural disasters ECHO has also provided since 2001 about €2.6 million to support vulnerable communities and authorities at local, provincial and national level in disaster preparedness measures through its DIPECHO programme in South Asia. Beside this the country also benefited from €1.482 million provided for 4 regional projects for India, Bangladesh, Nepal and Sri Lanka. All projects were mainly aimed at enabling local communities to prepare themselves for floods but also cyclones, earthquakes and droughts. Projects are implemented in close cooperation between communities at risk and humanitarian organisations with a long standing expertise in disaster preparedness.

These measures have been complemented by 9M€ NIP 2005 funding to support earthquake and tsunami preparedness, in the context of the national Comprehensive Disaster Management Programme providing an institutional framework for Disaster Risk Reduction and Management in Bangladesh.

ANNEX 5: Overview of past EC co-operation: allocations NIP 2003-5 and NIP 2006 – Overview (in meuro)

Priority Sector Budget Line		CSP 2002-6	NIP 2003-5	Actual Commitments		Activity Description	NIP 2003 – 2005 Revised (MTR)			NIP 2006
		meuro	meuro	2002			2003	2004	2005	2006
.1. Health	B7-300	120	120	-	-	1. Health sector programme (HNP)	-	=>	108**	
1.2. Education	B7-300	125	135	-	-	1. Primary Education Dev Prog. (PEDPII) 2. Support for NFPE	105 -	- =>	- 30	
1.3. Food Security / Rural Dev.t	B7-200	120	95	-	-	Indicative commitment level	10*	20	20	25
1.4. Employment Creation	B7-300	10	-	Rural Towns Dev. Pilot	10		-	-		
2.1. Economic Development and Trade Capacity	B7-301 B7-300	49		SEDF (SAEnterprise Development Facility)	10	1. TRTA (Cancun Package, Intell. Prop) 2. Total Quality Programme 3. Small Project Facility 4. Econ. Governance / VET	=>8,75 3	10	1.2 -	20-30
3.1 CHT Programme	B7-300	60		-	-	1. CHT development prog. Phase I 2. CHT development prog. Phase II	=>		7.5	15-20
3.2 NGO Co-financing	B7-6	30	18	Global Cfp*	2	Global Call for Proposal*	4, 4	2,1	4*	4*
3.3 Human Rights & Democracy	B7-300	46***	9	-	-	1. Support to Electoral Process 2. Promotion of Individual Rights (Unicef) 3. Civil Justice reform 4. Combat Human Trafficking 5. Reserve for Human Rights activities linked to PRSP	- -	=>	2.5+3.5 6**	10 2 5
3.4 Others	B7-3		9	SMILING	8	Disaster Preparedness		=>	9**	
Them./Regional	B7-302					Burmese Refugees (Uprooted People)	2	1	1	1
SUBTOTAL 19 10 01/02 (B7-300 and		410	303.5		28	SUBTOTAL 19 10 01/02 (B7-300 and B7-301)	116.8	10	161.7	52-67
SUBTOTAL HTBs		150	117		2	SUBTOTAL HTBs	16	27	23-25	30
TOTAL		560	420.5		30	TOTAL per year	132.8	37	186.7	82-97
TOTAL 19 10 01 and 02 only							340.5-355.5			
GRAND TOTAL all budget lines							438.5-453.5			

* Forecasted estimate for projects selected under global Call for Proposal
 ** 10% budget shifts in context of MTR
 *** Forecasted estimate for ALA and non ALA budget lines (e.g. Uprooted people, Humanitarian aid & disaster preparedness, Regional programmes)

ANNEX 6: DONOR MATRIX

The Member States

The EU Members States and the EC constitute the largest aid and trade partners with an expected annual aid envelope of approximately €386 million per year in 2005/06. **UK/DFID** is the largest EU donor with an expected allocation of 149 meuros in 2005. The current DFID Country Assistance Plan (CAP)¹³ is based on the GoB's Poverty Reduction Strategy and is entitled 'Women and Girls First' to reflect its focus on achieving gender equality, essential for achieving the MDGs. Over the last few years and with the growing trend towards sector programmes DFID has become a close partner of the EC in the delivery of aid programmes. Like the EC, DFID has been involved in the design and funding of the first health and education sector programmes (HPSP and PEPDII).

In addition to the involvement in the social sectors DFID has been increasingly focusing on the enabling environment to help business and enhance job opportunities. This is an area where EC and DFID's have developed a very close partnership, not least in view of EC's strong mandate on trade and economic development issues. The partnership in this sector has resulted in the joint design of the first trade sector programme (Private Sector Development Support Programme, PSDSP) to which the EC contributes with approximately 20 meuro under the NIP 2006 and the World Bank joint into. DFID has also been closely involved in the Trade Needs Assessment which the EC carried out in spring 2005 in preparation of the CSP. It is expected that under the new CSP the EC will further enhance its partnership with DFID in two core areas of common interest: Governance and Trade related development.

Germany is the third largest EU donor, following DFID and the EC, with an allocation of 60 meuro in 2005/2006. The German development programme has also a strong focus on the social sector and on economic reform and market development. This has allowed the EC and German programmes to achieve a fair amount of synergies, notably in the health and trade sector programmes. Germany has furthermore established a strong presence in the Energy sector. Given Governance related difficulties in this sector Germany will however scale down its involvement in the Energy sector as of 2005. It is expected that EC and German development commitments will remain complementary in the next CSP.

The other EU donors represented in Bangladesh include the **Netherlands, DANIDA/Denmark, SIDA/Sweden, Italy and France**. With the exception of France, which has concentrated its assistance on cultural issues, there has been co-operation in the social sector (health and education) with most of the donors. Netherlands, DANIDA and SIDA have also had an important focus on Human Rights and Governance programmes, although like most other donors they have not been able to intervene beyond small scale projects. According to the strategies of these MS, which are at an earlier stage of preparation, there is scope to develop complementary programmes in the area of Governance and Human Rights. A common engagement in the education sector is also expected.

¹³ To be superseded in 2006 by a new CAS produced in collaboration with the other members of the Joint-CAS group of four largest donors.

Other donors

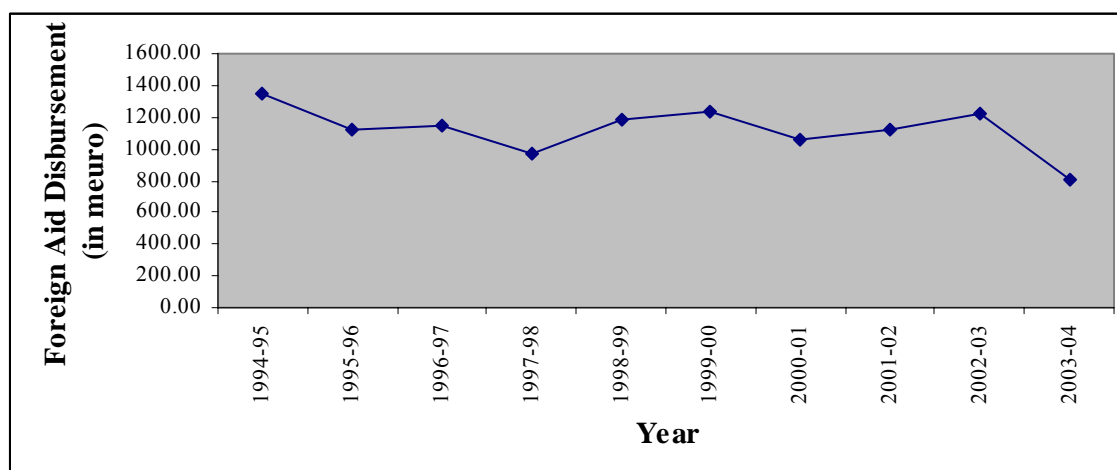
The four largest donors in Bangladesh are **Japan, the WB, ADB** and **DFID**. With the exception of Japan, which has to date had a strong focus on infrastructure development and thus allowed for little common scope, the EC has collaborated with all of these donors. Interaction with the WB, the second largest donor with a total commitment level of US\$ 2 billion has occurred across most fields, notably through the WB's coordination of the donor consortium in support to the first Health Sector Programme HPSP and, in 2005-6 as lead donor in support of decentralisation, through the Local Governance Support Programme. The issuing of the WB's new CAS in 2006 with a strong emphasis on governance underpinning development provides a good basis for further close collaboration under the 2007-13 CSP.

Tables

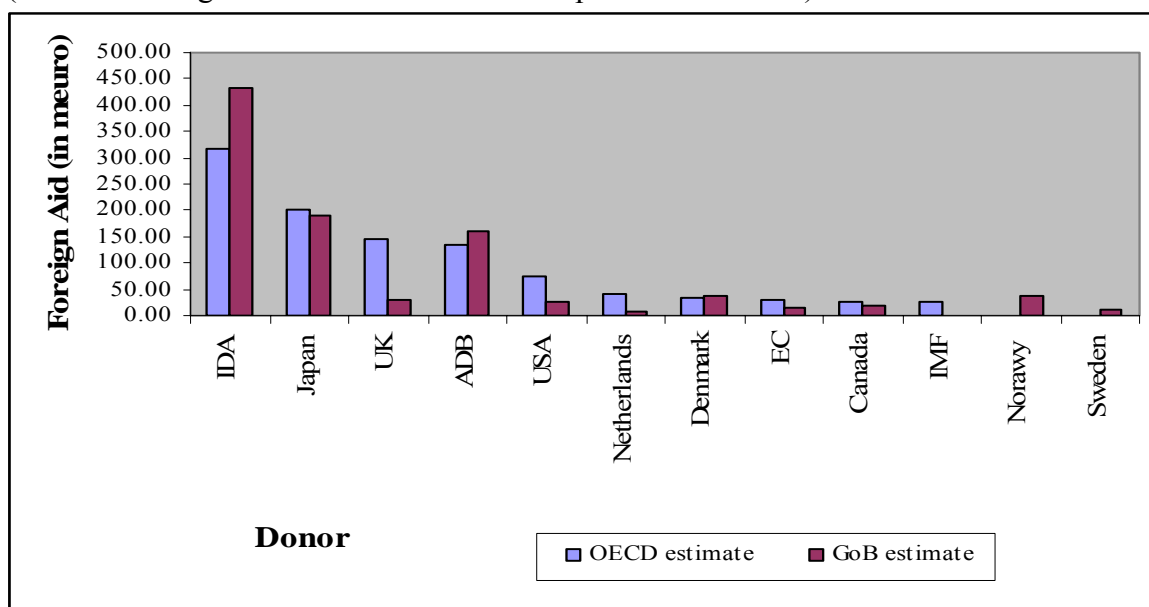
A. Overview of expected Member States Financial Allocations in 2005

Member States	Financial Commitment/Expected Allocations 2005
United Kingdom	€148 million (≈ £100 million)
European Commission	€186 million
Germany	€51 million
The Netherlands	€36 million
Denmark	€30 million (≈ DKK 225 million)
Sweden	€23 million (≈ SEK 200 million)
Italy	- (?)
France	- (?)
TOTAL	€386 million

B. Trend of Foreign Aid Disbursement over the Last Decade

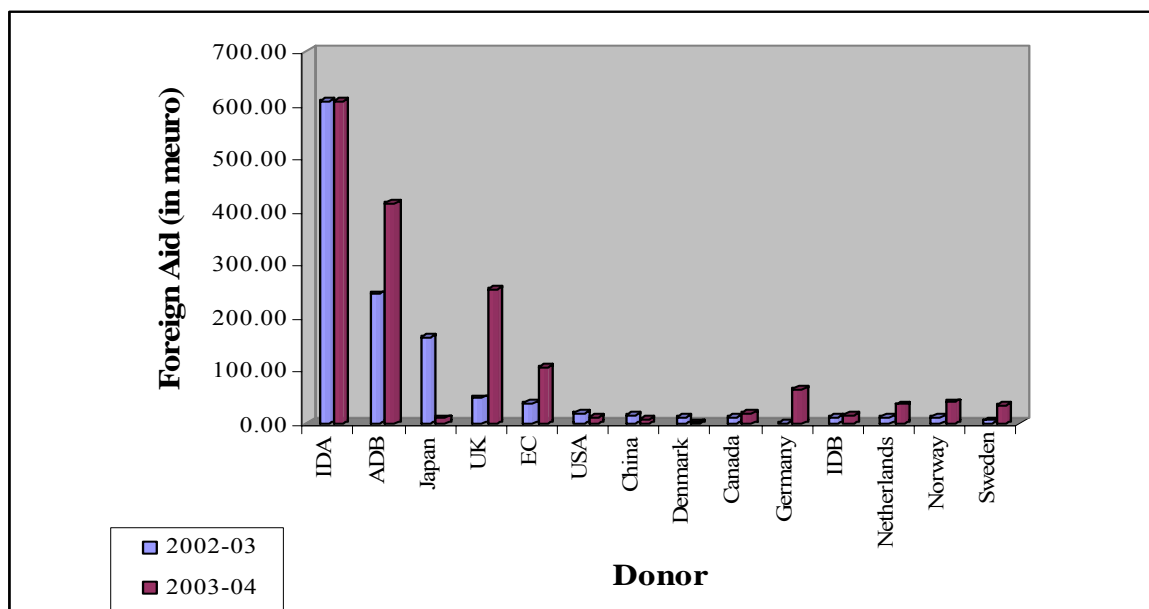


C. The Top 10 Donors (loans and grants)
 (based on foreign aid disbursement over the period 2002-2003)



Note: The UN agencies assist in various sectors, especially in education, health and rural development, and is funded by different bilateral/multilateral donors.

D. The Top 10 Donors (loans and grants)
 (based on foreign aid commitments over the period 2002-03 and 2003-04)



Source: ERD, MoF, GoB

E. Balance of Government Resources and Aid by Sector

Sector	FY1999-2000		FY2000-2001		FY2001-2002		FY2002-2003		FY2003-2004	
	GoB Budget	P. A.	GoB Budget	P. A.	GoB Budget	P. A.	GoB Budget	P. A.	GoB Budget	P. A.
Agriculture	76.94	50.68	78.31	48.12	86.79	37.35	89.91	59.36	222.34	38.74
Rural Devt.	9.98	35.80	10.35	50.91	10.60	37.81	71.45	40.45	85.42	53.24
Water Resources	16.71	109.88	18.70	46.49	18.95	79.12	19.83	42.08	42.90	28.28
Energy	1.00	148.63	0.25	101.36	1.00	123.98	1.00	185.13	1.25	201.63
Transport	45.39	205.50	4.78	217.67	49.88	186.59	184.80	146.14	244.16	177.06
Education and Religion	404.15	66.02	419.99	85.39	456.40	90.74	486.33	83.30	590.82	64.16
Health	123.45	99.34	138.67	106.55	156.12	91.13	165.23	70.13	206.00	60.29
Public Admin.	442.31	24.18	446.17	53.55	529.97	92.13	553.91	78.65	886.11	86.56
Physical Planning & Housing	69.83	99.81	7.41	87.80	81.30	80.12	37.41	296.86	65.34	48.82

Notes:

1. **P.A.:** Project aid from external sources.
2. Figures are in meuro and as per Info euro for May 2007 €1 = US\$ 1.2905 and €1 = BDT 80.1932
3. Three sectors - Science & technology, Family welfare and Cyclone reconstruction - did not receive any PA from external sources for the last five fiscals.

F. Overview of allocations per donor in 2005 (Figures in €million, except where indicated)

Donor/ Sector	Budget policy	Monetary policy	Rural development	Governance	Energy	Transport	Education	Health	Water	Urban development	Gender	Environment	Human Rights	Democracy	Judicial	Poverty monitoring	<i>Economic Dev &TRTA</i>	<i>Cult com</i>
Multilateral	154.98	0.00	73.51	0.00	178.23	252.62	89.58	284.72	65.83	0.50	1.47	0.44	16.19	0.00	0.00	0.39	7.75	
WB	154.98						77.49	232.47										
ADB			38.74		178.23	252.62		31.00	49.59				11.62					3.87
UNDP																		
UNFPA			0.05				0.06	2.22		0.28	0.08					0.39		
UNICEF							10.09	18.26	16.24	0.22								
IFAD			19.22															
WFP			15.50				1.94	0.77			0.39		1.55					3.87
ILO											1.01	0.44	3.01					
EC + MS	0.00	0.00	45.87	53.27	38.24	30.91	59.03	125.72	15.69	0.00	7.38	1.10	30.21	6.00	0.43	0.00	69.97	
EC			29.00	7.50			30.0	108.0					6.00	6.00				1.20
DFID			16.77	45.77	33.74	23.25	8.42						24.21					63.93
Netherlands €					4.50	0.00	10.00	7.00	9.00	0.00	4.10	1.10	0.00	0.00	0.30	0.00		0.50
Sweden							10.61	10.72	0.11		3.28							0.98
Denmark						7.65			6.58						0.13			3.36
France			0.10															
Italy																		
Germany																		
Others	0.00	0.04	38.27	4.44	1.55	0.00	11.23	45.17	0.77	0.00	0.77	3.41	1.93	1.70	2.40	0.00		6.44
Canada \$		0.04	2.40				3.72	19.91			0.77	1.94			2.40			1.01
USAID \$			19.84	1.46	1.55		2.71	23.91				1.47	1.93	1.70				4.14
Japan																		
AUSAid \$			13.17	0.39			1.55	0.31	0.77									
SDC			2.86	2.60			3.25	1.04										1.30
Norway																		
Total	154.98	0.04	157.65	57.71	218.01	283.52	159.83	455.61	82.30	0.50	9.63	4.95	48.33	7.70	2.83	0.39		84.17
% EC			18.40				18.77	23.70					12.41	77.87				1.43

ANNEX 7: UN Human Rights Treaties and Conventions ratified by Bangladesh

1. ILO Convention 87, *Freedom of Association and Protection of the Right to Organise* (1948), ratified 1972
2. ILO Convention 98, *Right to Organise and Collective Bargaining*(1949), ratified 1972
3. ILO Convention 100, *Equal Remuneration Convention*, ratified 1998
4. ILO Convention 105, *Abolition of Forced Labour* (1957), ratified 1972
5. ILO Convention 107, *Indigenous and tribal populations*, ratified 1972
6. ILO Convention 111, *Convention Concerning Discrimination in Respect of Employment and Occupation* (1958), ratified 1972
7. International Convention on the *Elimination of all Forms of Racial Discrimination* (CERD), acceded 1979
8. International Covenant on *Civil and Political Rights* (CCPR),1966, acceded 2000
9. International Covenant on *Economic, Social and Cultural Rights* (CESCR),1966, acceded 1998
10. Convention on the *Elimination of All Forms of Discrimination Against Women* (CEDAW), acceded 1984, with reservations relating to Arts 2, 13(a) and 16.1(c) and (f)
 - a. Optional protocol to CEDAW (OPT) ratified 2000.
11. Convention against *Torture and Other, Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment* (CAT), 1998
 - a. Optional protocol to CAT. (OPT)
12. Convention on the *Rights of the Child* (CRC), ratified 1990, with reservations relating to Art 14, para 1
 - a. Optional protocol to CRC on the *Involvement of Children in Armed Conflict* (OPT-AC), ratified 2000
 - b. Optional protocol to CRC on the *Sale of Children, Prostitution and Child Pornography* (OPT-SC) ratified 2000.
13. ILO Convention 182, *Convention on the Worst Forms of Child Labour*, ratified 2001

UN Human Rights Treaties and Conventions signed but not yet ratified by Bangladesh

1. International Convention on the *Protection of the Rights of all Migrant Workers and Members of their Families* (CMW), signed 1998

ANNEX 8: Bangladesh's Progress towards Achieving Millennium Development Goals

A. *The MDGs and their targets for Bangladesh:*

Goal 1 : Eradicate extreme poverty and hunger

Target 1: Halve the proportion of people whose income is less than \$1 per day

Target 2: Halve the proportion of people who suffer from hunger

Goal 2 : Achieve universal primary education

Target 3: Ensure that both boys and girls will complete a full course of primary schooling

Goal 3: Promote gender equality and empower women

Target 4: Eliminate gender disparity in primary and secondary education preferably by 2005 and in all levels by 2015

Goal 5: Improve maternal health

Target 6: Reduce by three-quarters the maternal mortality ratio

Goal 6: Combat HIV/AIDS, malaria, and other diseases

Target 7: Have halted by 2015 and begun to reverse the spread of HIV/AIDS

Target 8: Have halted by 2015 and begun to reverse the incidence of malaria and other major diseases

Goal 7: Ensure environmental sustainability

Target 9: Integrate the principles of sustainable development into country policies and programme and reverse the loss of environmental resources

Target 10: Halve the proportion of people without sustainable access to safe drinking water and basic sanitation

Target 11: By 2020, have achieved an improvement in the lives of at least 100 million slum dwellers

Goal 8: Develop a global partnership for development

Target 12: Develop further an open, rule-based, predictable, non-discriminatory trading and financial system.

Target 13: Address the special needs of the least developed countries

Target 14: Not applicable for Bangladesh

Target 15: Deal comprehensively with the debt problems through national and international measures in order to make debt sustainable in the long run

Target 16: In cooperation with developing countries, develop and implement strategies for decent and productive work for youth

Target 17: In cooperation with pharmaceutical companies, provide access to affordable, essential drugs in Bangladesh

Target 18: In cooperation with the private sector, make available the benefits of new technologies, especially ICT

B. Bangladesh's progress towards achieving the MDGs

Goals	Targets	Indicators	Base Year ¹⁴	Current Year ¹⁵	2015 ¹⁶	MDG Target ¹⁷	Comment ¹⁸
Goal 1	Target 1	Proportion of population below \$1 per day	58.8%	49.6%	< 30%	29.4%	On target
	Target 2	Prevalence of underweight children (< 5 years old)	67%	51%	< 34%	34%	On target
Goal 2	Target 3	Net enrolment rate in primary education	73.7%	82.7	≈100%	100%	Close to target
		Proportion of students starting at Class1 reaching Class5	42.5%	80.6%	-	100%	-
		Adult (15+years) literacy rate	36.9%	38.8%	-	-	Probably not on target
Goal 3	Target 4	Ratio of girls to boys in primary, secondary and tertiary education	55:45 34:66 25:75	48:52 52:48 36:64	> 1.00	48:52 50:50 50:50	Target exceeded
		Ratio of literate females to males (of 20-24 years)	42:65	55:71	-	100:100	-
		Share of women in wage employment in the non-agricultural sector	-	22%	-	-	-
		Proportion of seats held by women in national parliament	-	2%	-	-	-
Goal 4	Target 5	Under-five mortality rate (deaths/1000 live births)	151	82	≈ 70	50	Not on target
		Infant mortality rate (deaths/1000 live births)	94	56	≈ 20	-	Close to assumed target
		Proportion of 1-year-old children immunized	54%	69%	-	100%	-
Goal 5	Target 6	Maternal mortality ratio (deaths/100,000 live births)	570	320	≈ 80	143	On target
		Proportion of births attended by skilled personnel	5%	12%	-	50%	(by 2010)
		Total Fertility Rate	3.3	3.3	-	2.2	(by 2010)
		Proportion of mothers who are malnourished	-	45%	-	< 20%	-
		Legally stipulated age of girl's first marriage	-	18 years	-	20 years	-
		Proportion maternal deaths caused by violence	-	14%	-	0%	-

¹⁴ The base year varies depending on availability and acceptability of data. The range is between 1990-1995.

¹⁵ The current status is the latest year for which acceptable data was available. The years range between 2000-2002.

¹⁶ The linear projections to year 2015 are extracted from "Strategic Review and Programming Mission - Bangladesh".

¹⁷ The MDG targets cited are for Bangladesh.

¹⁸ The comments are offered by the consultants of "Strategic Review and Programming Mission - Bangladesh" on the basis of the assumption that recent data are reliable. However, if the data are correct, reaching the MDG target on schedule for some of the indicators is less likely.

Goals	Targets	Indicators	Base Year ¹⁴	Current Year ¹⁵	2015 ¹⁶	MDG Target ¹⁷	Comment ¹⁸
Goal 6	Target 7	Condom use rate among female sex workers, rickshaw pullers and truck drivers (in %)	-	2-4, 2 and 25		-	
		HIV positivity among IDUs, female sex workers and men who have sex with men (in %)	-	4, 0.2-0.7, 0.2		-	
		Needle sharing among IDUs	-	25-75%		-	
	Target 8	Malaria deaths per 100,000	1.2%	1%	N/A	0.05%	More data is needed
		TB deaths per 100,000	21,900	70,000	N/A	-	More data is needed
		Proportion of TB cases under directly observed treatment short course: detected & cured (in %)	-	34 & 84		70 & 85	(by 2005)
Goal 7	Target 9	Proportion of land area covered by forest	9%	10.2%	≈ 11.9	20%	Not on target
		Energy use (kg oil equivalent) per \$1000 GDP (PPP)	123.18	92.36		-	
		Carbon dioxide emissions	0.141	0.189		-	
	Target 10	Proportion of the population with sustainable access to an improved water source: urban & rural (in %)	-	82 & 72		100 & 96.5	More data is needed for useful projection
		Proportion of population with access to improved sanitation: urban & rural (in %)	-	56 & 29		85.5 & 55.5	Urban: not on target Rural: on target
	Target 11	Proportion of (urban poor) households: owning dwelling & owning land	-	26% 18%		-	
Goal 8	Target 12	ODA (billion US\$)	-	1.02		-	
	Target 13	ODA to LDCs (% of OECD/DAC donors' GNI)	-	0.05%		-	
	Target 14	Proportion of bilateral ODA - united OECD/DAC donors	-	79.1%		-	
	Target 15	Bangladeshi exports to developed countries (b US\$)	-	58.31		-	
		Average tariffs imposed by developed countries on textiles and clothing from Bangladesh	-	12%		-	
		Debt service to exports of goods and services (in %)	-	7.29		-	
		Target 16	Unemployment rate of 15-24 years-old	-	8%		-
	Target 17	Proportion of people with access to essential drugs	-	80%		-	
	Target 18	Telephone lines and cellular subscribers/100 people	-	1.32		-	
		Personal computers in use per 100 people	-	0.34		-	
Internet users per 100 people		-	0.15		-		

C. PRSP Targets

Target Setting on Major Goals against 2002 Benchmark

Indicators	1990	2002 Benchmark	Annual Progress Over 1990-2002 (%)	2015	Annual Progress Over 2002-2015 (%)
Income-Poverty	59(50)	50*(40)	-1.5(-1.9)	25(20)	-3.3(-3.3)
Extreme Poverty	28	19*	-3.2	5	-4.9
Adult Literacy	35	49.6	3.5	90	6.3
Primary Enrollment	56	86.7	4.6	100	1.2
Secondary Enrollment	28	52.8	7.4	95	6.1
Infant Mortality Rate	94	53	-3.6	18	-5.1
Under-Five Mortality Rate	108	76	-2.5	25	-5.2
Maternal Mortality Rate	480	390	-1.6	179	-4.2
Life Expectancy	56	64.9	1.3	73	1.0
Population Growth	2.1	1.4	..	1.3	..
% Children Underweight	67	51*	-2.4	26	-3.3

*Indicates benchmark data for 2000.

Notes: 1. The income poverty estimate is taken from the WB CBN estimate of HIES unit-record data. The alternative estimate, given in parenthesis, based on HIES grouped distribution data, and supported by other available non-HIES data, shows a poverty estimate of 40 percent in 2000. Use of the latter estimate will change the progress estimates.

2. Adult literacy rate, net primary enrollment, net secondary enrollment, infant mortality rate, Under-Five mortality rate and maternal mortality rate are based on Report of Sample Vital Registration System, 2004 Bangladesh Bureau of Statistics, 2004

3. Population growth rate is based on Census 2001, BBS

4. Percent of underweight children is based on Child Nutrition Survey, 2000, BBS.

D. List of 11 key actions points jointly agreed by Government and Development Partners during the Forum to be achieved in next 12 months.

1. Implementation plan and joint-committee established by **December 2005**
2. PRS will guide budget allocation process, particularly for pro-poor allocation programs for the next fiscal year.
3. MTBF to be extended to 6 more Ministries by **June 2006**
4. Increase block grants to UPs and broaden functions by the start of the next fiscal
5. Place new members against vacant posts of Bangladesh Energy Regulatory Commission (BERC), Bangladesh Telecommunications Regulatory Commission (BTRC), Security Exchanges Commission (SEC)
6. Implement Procurement Law
7. Rationalize Annual Development Plans to match PRSP
8. Capacity Building plan for Bureau of Statistics
9. Take measures for civil service reforms
10. Review SME policies
11. Review Policy of Empowerment and Development of Women.

ANNEX 9: ENVIRONMENTAL PROFILE - A SUMMARY ANALYSIS

Bangladesh is located in South Asia in the north side of the Bay of Bengal. The country is almost entirely surrounded by India, but has a short border with Myanmar in the South East. The country is predominantly low lying recent sediments, the alluvial plains of the deltas formed by the Ganges, Brahmaputra and Meghna rivers system, the third largest in the world after the Amazon and Congo. The total area is 144,000 km², similar to Greece, with four physical regions - the central alluvial plains, the Sundarbans mangrove forests, the slightly uplifted plains in the NE and NW and the Chittagong Hill Tracts, the only upland area, in the east along the Myanmar border. Arable land comprises around 62% of the country. The Sundarbans, the world's largest mangrove forest, are home of the Bengal Tiger and are listed as a World Heritage site.

Bangladesh has a subtropical monsoon climate, characterised by wide seasonal variations in rainfall, high humidity and moderately warm temperatures with a cooler period from December –February when night time temperatures can fall below 10 degrees Celsius. Because of its low lying topography around 20% of the country is flooded annually and disastrous floods can inundate more than 60% of the country, as happened in 1998.

Population density, at 1,100 people/km², is the highest for any country in the world. The current population is estimated to be approaching 150 million and growing at 1.5% or 2million per year. Up to 30% of the population lives in urban centres and this is expected to increase.

Industrial growth of 7% is more than double the growth in agriculture, which contributes 25% of the overall GDP. Expansion of industry is supported by GoB and is likely to continue with further intensification and some diversification of agriculture essential. As a consequence of geography, limited natural resources and frequent natural disasters, environmental management and sustainability are long established themes within GoB's development planning. Despite such awareness, the overall physical environment continues to deteriorate, although some success in improving air quality in the cities has been achieved.

The available data strongly indicate that the natural resource base of Bangladesh is degrading due to overexploitation and poor management. Water supply falls well short of expected needs. This is compounded by industrial pollution, untreated sewerage, and contamination of ground water by arsenic. The land quality is degrading due to over exploitation and increased use of chemical fertilisers and pesticides. Biodiversity is disappearing rapidly and with it the genetic pool for future adaptation. These problems are compounded by the high incidence of natural disasters and the increasing influence of climate change which seems to be increasing the frequency of extreme weather events and will reduce land area through sea level rise in the years ahead. There is a strong relationship between health and environmental quality that is not being addressed by the Health services, which concentrate on the many problems of service delivery.

Available surface water resources fluctuate markedly by season from drought to flood. Topography militates against storage. Groundwater levels are falling throughout the country, while higher regions are starting to show symptoms of desertification. Surface water quality is appalling, as urban residential and industrial effluents are discharged untreated. Inland fisheries are declining due to over exploitation and pollution. The mangrove ecosystem is similarly affected, with severe economic consequences for the coastal fisheries sector.

Millions of tube wells have been drilled throughout the country. Unfortunately, ground water frequently contains varying concentrations of arsenic. Around 40 million people are affected by chronic arsenic poisoning.

Both agricultural land and yields per unit area are declining. Increasing urbanisation and industrialisation lead inevitably to encroachment onto the remaining natural ecosystems. Protected areas at only 1.5% are compromised, resulting in deforestation and species loss.

Climatic Change poses several imminent threats, as extreme weather events appear to be increasing in frequency and up to 18% of the country and 11% of the population are at risk of being flooded and affected by a 1m rise in the sea level. Associated saltwater intrusion is already affecting drinking water quality and agricultural productivity in the south west. The Sundarbans will decline.

Despite some success in tackling urban ambient air pollution and improved water supply, sanitation, access to safe water, waste collection and disposal, and indoor air pollution present major health challenges.

Although Bangladesh has significant reserves of natural gas, more than 80 million people still cook and heat with firewood, dung or other primary biomass. Only 15% of households are connected to the electricity grid. Renewable energy has no commercial significance in Bangladesh, because of financial and technical constraints.

The government's policy has correctly identified these environmental challenges. Basic environmental legislation has been enacted, and further legislative developments are planned. Bangladesh has ratified most international, environmental treaties. The Department of Environment is preparing its National Plan of Action (NAPA) on climate change as part of the GEF funded assistance to developing countries likely to be seriously affected by climate change. Bangladesh is regarded as somewhat of a world leader on climate change adaptation thinking. However, Bangladesh's financial resources and technical capacity fall short of the needs to address these environmental issues. Focusing on industrialisation and economic growth may provide the financial resources, but industrialisation can be constrained by environment and certainly the wellbeing of the poor is forfeited. GoB has acknowledged this in its Poverty Reduction Strategy Paper, within which it makes environment and disaster reduction key supporting strategies.

Most donors have policies requiring that the environmental aspects of development assistance and recently climate change issues are addressed. In reality donor funding for the environment has fallen in every year since 2000. Donors are withdrawing their support from environmental issues in the belief that an indirect approach to poverty alleviation through services and governance will give better results. Sectoral integration of national environmental policies is not yet mainstreamed or effective. Bangladesh has, with the Local Consultation Group structure, one of the world's most extensive donor co-ordination networks. Because of the severity and cross-sectoral significance of environmental problems in Bangladesh, this network needs to be more effective.

In the long term the best motors for change are trade and education, but this assumes that the underlying resource base can meet increasing demands. This is not the case in Bangladesh and therefore direct action is required. The Bangladesh economy requires short to medium term assistance to address water supply and quality.

By neglecting biodiversity loss not only is environmental stewardship being ignored, but opportunities for adaptation to climate change through diversification are being lost to the detriment of all international parties. International action through local partners is required.

Disaster management requires a shift from relief to preparedness and coping mechanisms. Climate change will affect Bangladesh and because mitigation measures under the Kyoto protocol are already too small and too late, adaptation and preparedness are the only response possible for Bangladesh. Immediate work in these disaster related areas will reduce impacts on the poor and promote their self sufficiency and sustainability by protecting their limited resources.

RECOMMENDED PRIORITY ACTIONS

Environmental priorities within development co-operation need to address current environmental, social and economic dynamics in Bangladesh. At the same time, synergy with the objectives and programmes of the GoB and donors is desirable.

Priorities in the Rural Context

The underlying natural resource base of Bangladesh is deteriorating. This is evident from the gross indicators.

Water - Dry season river flows are significantly lower, water tables are falling and domestic water is often arsenic contaminated, surface water is polluted. The economy requires an increase in agricultural production. It will be difficult to provide the required irrigation water. A related problem is fragmentation of fish habitats, declining fish stocks and species loss. The solution is surface storage, but this requires large investment and improvements in effluent management. Both require improved local governance and accountability. This might best be achieved through education and advocacy at the local level and direct action through local communities on local government.

There is a strong relationship between health and water quality that is not being addressed by the health services, which concentrate on health service delivery problems rather than prevention. More than 30% of illness is environmental in origin. In Bangladesh 90% of all water supply is paid for by private money. The quality of this supply is often neglected. There are serious health issues, arsenic and bacterial contamination, which can only be addressed through monitoring and control. GoB through local government and probably in conjunction with the private sector requires assistance to provide this service. .

Land – Due to incipient desertification and rising sea levels expected through global warming total arable land area is falling. This cannot be halted. Declining yields and the requirement for increasing inputs suggest that land quality is also falling. Diversification and a major shift in agricultural practices might help. Technology development, through research and education is required. This should be supported as should education and extension.

Rural energy provision needs investment. Renewable energy and rural electrification have some possibilities, but simple provision of firewood plantations would be a start and provide additional benefits.

Biodiversity losses through fragmentation and land clearing are serious. Genetic resources and seed sources are being lost. International assistance is required.

Priorities in the Urban Context

Urban pollution in Bangladesh results in huge costs for the economy, not only in terms of health costs and lost productivity, but also by deterring foreign direct investment. This nexus needs to be demonstrated and assistance provided to improve the urban environment and manage industrialisation. Pressing issues include water supply, waste management and the provision of sanitation, municipal waste disposal and industrial water treatment.

Water demand is likely to exceed possible supply in the near future. Dry season supply is already below acceptable standards and unreliable. Many towns will require total water supply and sanitation solutions. Improved governance is required and the process for this is education and advocacy from the grass roots level and likely to be associated with decentralisation of local government. (See also comments on water quality above)

Priorities in the Industrial Context

The environmental performance of Bangladesh's industries is below acceptable levels. Not only are legislation and limiting values inadequate, but enforcement and control of existing legislation are not effective. Interventions in the trade and economic co-operation sector should expose Bangladesh's industry to international levels and standards of acceptable environmental performance, and provide support for enhanced environmental management capacity. GoB should be supported in developing adequate national standards and effective institutions to enforce them, including training and employment of competent monitoring technicians.

Relevant industrial sectors known for their notoriously low environmental standards comprise tanneries, chemical industry, the ship-breaking yards, and textile factories.

Again solutions are likely to come through local pressure, based on improved education and awareness. A viable strategy may well be to concentrate efforts in a geographical area, district or municipality, providing links to the upper levels of government as required. Dissemination would be by repetition or copying.

International Concerns, Climate Change and Disaster Preparedness

The international community has an interest in the biodiversity of Bangladesh. The Sundarbans and the wetlands of this country are unique ecosystems. The International Community's role in causing global warming gives it a responsibility for helping Bangladesh to cope with the consequent rises in sea level that are predicted, which will particularly affect Bangladesh. The mitigation efforts under the Kyoto Protocol will not be adequate. Action is required by the international community out of self interest in the conservation of the biodiversity and sequestration of carbon. Bangladesh needs assistance in adapting to and managing the changes.

It appears that extreme weather events may be increasing in frequency. Bangladesh needs assistance to change to a preparedness modality from a relief based approach to disasters. The poor are always the worst hit by disasters. Improved preparedness is an important component of sustainable poverty alleviation by protecting the resource base. This involves planning, information preparation, dissemination and awareness raising.

Reduced river flows are at least partly due to increased extraction from the Ganges by India. As the population of India have a right to water provision under their constitution the Government of India has an obligation to provide water. This may well lead to increased extraction from the Brahmaputra River. Some international assistance in negotiating equitable water rights is required.

The international community has a responsibility through its culpability for global warming and the predicted rises in sea level which will particularly affect Bangladesh.

ANNEX 10: MAJOR EXPORTS TO THE EU MEMBER STATES*(for the period July 2004 – June 2005)**(in million US\$)*

	Germany	United Kingdom	Italy	France	Belgium	Netherlands
Frozen Shrimp	17.61	76.43	-	4.23	84.48	2.65
Knitwear	668.82	330.08	184.93	373.29	132.54	142.66
Woven	620.55	357.88	113.84	211.99	67.53	117.49
Bicycle	-	24.51	-	-	-	-
Home textile	-	73.71	-	-	-	-
Leather	-	-	42.15	-	-	-
Jute yarn & twain	-	-	-	-	20.71	-
Total Export	1,353.80	943.17	369.18	589.51	325.43	291.94

Source: Bangladesh Bank

*Note: The total export earning was US\$4.78 billion during July-January of 2004-05.

Table-2: Direction of Exports from Bangladesh *(% of total)*

	DMCs	China	Japan	US	EU	Others
1995	8.2	0.6	3.3	31.9	44.8	11.2
2003	4.8	0.2	0.8	23.9	47.2	23.1

Source: The Asian Development Bank